**Société Générale Effekten GmbH
Francfort-sur-le-Main**

**Rapport de gestion
pour l'exercice 2024**

A. Situation de la Société

La Société Générale Effekten GmbH (SGE) est une filiale à 100% de la Société Générale S.A., Francfort, elle-même succursale de la Société Générale S.A., Paris, (SG). Elle a pour objet l'émission et la vente de titres ainsi que l'acquisition, l'aliénation, la détention et la gestion de participations.

Les titres émis par la SGE sont offerts au public dans certains ou plusieurs pays de l'Espace économique européen et en Suisse. En outre, l'admission des titres au négoce sur un marché régulé ou dans un système commercial multilatéral de l'Espace économique européen ou auprès d'une bourse suisse peut être sollicitée. Il s'agit là actuellement notamment des bourses de Francfort, Stuttgart, Madrid, Barcelone, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

Les émissions sont assumées par la SG et placées dans un deuxième temps par la SG auprès des acheteurs finals, de sorte qu'il n'en résulte aucune influence sur la situation économique de l'émettrice. L'exercice des titres est garanti par la SG sous la forme d'une garantie de la société mère.

La garantie de la société mère peut être consultée à l'adresse :

https://prospectus.socgen.com/program_search/JSE-%20Deed%20of%20Guarantee

La société détient des parts. Majoritaires de la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, ainsi que de l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg.

B. Rapport économique

I. Conditions économiques générales et sectorielles

La récession de l'économie allemande entamée en 2023 s'est poursuivie en 2024. Après avoir reculé de 0,3% l'année précédente, le produit intérieur brut a à nouveau perdu 0,2% en 2024.¹ Les difficultés géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, sont des raisons non négligeables du repli de la croissance économique, auxquelles sont venus s'ajouter, au cours de l'exercice, les débats politiques en Allemagne autour de la migration, de l'économie et du budget. Les dissensions politiques ont culminé en décembre 2024 par la rupture de la coalition réunissant le parti socialiste (SPD), le parti libéral (FDP) et les Verts, la dissolution du Bundestag et la convocation de nouvelles élections pour février 2025.² La situation difficile sur le plan de la politique intérieure a plongé les entreprises, mais aussi la population, dans une grande incertitude. D'autres raisons marquantes de la fragilisation de l'économie allemande sont la baisse des investissements des entreprises et le

¹ Office fédéral allemand de la statistique. (15.01.2025). Baisse du produit intérieur brut de 0,2% en 2024. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressekonferenzen/2025/bip2024/pm-bip.pdf?__blob=publicationFile&v=6 (20.02.2025).

² Deutscher Bundestag. (27.12.2024). Steinmeier dissout le Parlement et convoque de nouvelles élections. <https://www.bundestag.de/presse/hib/kurzmeldungen-1035368> (21.02.2025).

recul des projets de construction ainsi que la baisse des exportations, principalement à destination de la Chine.³

Le taux d'inflation a nettement diminué en Allemagne en 2024 par rapport à l'année précédente. Alors qu'en 2023, l'inflation s'élevait encore à 5,9%, elle n'atteint plus que 2,2% pour 2024. Après avoir à nouveau fortement augmenté en 2023, le prix des produits énergétiques s'est replié de 3,2% en 2024. En revanche, les services ont affiché un renchérissement particulièrement marqué de 3,8%.⁴ La Banque centrale européenne a réagi pour la première fois en juin 2024 à la baisse du taux d'inflation en baissant les taux d'intérêt.⁵ Au terme de cinq autres baisses dont la dernière date de mars 2025, le taux directeur se situe désormais à 2,65%.⁶

L'économie allemande va rester profondément influencée par ses deux plus grands partenaires commerciaux que sont la Chine et les États-Unis. En 2024, la croissance chinoise de 5% a été légèrement moins forte qu'en 2023, où elle avait atteint 5,2%, et n'a réussi que de justesse à atteindre son objectif de 5%. En revanche, le produit intérieur brut, qui avait subi un recul au deuxième et au troisième trimestres, s'est à nouveau rétabli en fin d'année.⁷ Par ailleurs, l'économie chinoise a enregistré une hausse des exportations d'avril à décembre 2024 qui a fini par atteindre 10,7%, après un recul prononcé de 5% l'année précédente.⁸ Toutefois, les relations commerciales entre la Chine et les États-Unis se sont nettement refroidies en 2024, notamment suite à la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. L'imposition supplémentaire par les États-Unis de droits de douane sur les produits chinois à hauteur de 10% en février 2025 annonce l'imminence de difficultés considérables pour les exportations chinoises.⁹ En outre, les échanges entre l'Allemagne et la Chine ont régressé de 3,1% au cours de l'exercice, faisant ainsi des États-Unis le principal partenaire commercial de l'Allemagne en 2024, ce qui n'avait plus été le cas depuis 2015.¹⁰ En conséquence, les prévisions pour le potentiel de croissance de la Chine en 2025 sont plutôt pessimistes, avec une moyenne de 4,4%.¹¹

En 2024, l'économie des États-Unis a enregistré un essor total de 2,8%, notamment après la réélection de Donald Trump à la présidence.¹² Comme en Allemagne, l'inflation aux États-Unis a reculé par rapport à l'année précédente.¹³ C'est pourquoi, aux États-Unis également,

³ Hamburgisches WeltWirtschaftsinstitut. (Décembre 2024). Prévisions conjoncturelles pour l'Allemagne pour l'hiver 2024. https://www.hwwi.org/wp-content/uploads/2024/12/HWWI_Konjunkturprognose_4_2024.pdf (31.03.2025).

⁴ Office fédéral allemand de la statistique. (16.01.2025). Taux d'inflation de +2,2% en 2024. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/01/PD25_020_611.html (20.02.2025).

⁵ Banque centrale européenne. (06.06.2024). Décisions de politique monétaire. <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2024/html/ecb.mp240606~2148ecdb3c.de.html> (20.02.2025).

⁶ Banque centrale européenne. (06.03.2025). Décisions de politique monétaire. <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2025/html/ecb.mp250306~d4340800b3.de.html> (12.03.2025).

⁷ Statista. (17.01.2025). Chine : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel entre le 4^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2024. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/179388/umfrage/wachstum-des-bruttoinlandsprodukts-bip-in-china-nach-quartalen/> (21.02.2025).

⁸ Statista. (14.02.2025). Chine : évolution relative du volume des exportations entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/173902/umfrage/veraenderung-der-monatlichen-exporte-aus-china-gegenueber-dem-vorjahresmonat/> (21.02.2025).

⁹ U.S. Customs and Border Protection, Department of Homeland Security. (05.02.2025). Mise en œuvre de droits de douane supplémentaires sur les produits de la République populaire de Chine conformément au décret exécutif présidentiel du 1^{er} février 2025 imposant des droits de douane afin de lutter contre la chaîne d'approvisionnement des opiacés synthétiques en République populaire de Chine. <https://www.federalregister.gov/documents/2025/02/05/2025-02293/implementation-of-additional-duties-on-products-of-the-peoples-republic-of-china-pursuant-to-the> (21.02.2025).

¹⁰ Office fédéral allemand de la statistique. (19.02.2025). Au bout de neuf ans, les États-Unis redeviennent en 2024 le principal partenaire commercial de l'Allemagne. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/02/PD25_063_51.html (21.02.2025).

¹¹ Institut de l'économie allemande. (21.02.2025). Objectif de 5% tout juste atteint : la croissance de la Chine s'essouffle. <https://www.iwkoeln.de/studien/gero-kunath-chinas-wachstum-geht-die-puste-aus.html> (21.02.2025).

¹² Bureau of Economic Analysis. (30.01.2025). Produit intérieur brut, 4^e trimestre et année 2024 (estimations prévisionnelles). <https://www.bea.gov/news/2025/gross-domestic-product-4th-quarter-and-year-2024-advance-estimate> (21.02.2025).

¹³ Statista. (14.01.2025). Taux d'inflation mensuel sur 12 mois aux États-Unis entre novembre 2020 et novembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/273418/unadjusted-monthly-inflation-rate-in-the-us/> (24.02.2025).

le taux directeur a été abaissé à plusieurs reprises à partir de septembre 2024.¹⁴ La progression du produit intérieur brut en 2024 a été de 0,7% dans la zone euro et de 0,9% dans l'UE,¹⁵ ce qui représente dans les deux cas une amélioration par rapport à 2023. Le taux de chômage pour l'ensemble de l'UE atteignait 5,9% en novembre 2024, soit un total d'environ 13 millions de chômeurs. Avec 6,3%, le taux de chômage dans la zone euro a une nouvelle fois dépassé le niveau de l'UE, comme en 2023.¹⁶

En résumé, on peut dire que le volume des émissions de la SGE dépend dans une large mesure de différents facteurs macroéconomiques. Parmi les éléments les plus importants figure la volatilité des marchés, qui influe directement sur les activités commerciales et est donc également susceptible d'accroître l'activité d'émission de la SGE. Les investisseurs sont souvent plus actifs en périodes de forte volatilité des marchés, ce qui entraîne une hausse des chiffres d'affaires commerciaux et favorise ainsi le volume des émissions. Il ne faut pas oublier par ailleurs le rôle de la croissance économique, notamment du produit intérieur brut (PIB). Une hausse du PIB encourage généralement la consommation et les investissements, ce qui, par ricochet, a un effet positif sur les chiffres d'affaires commerciaux et donc sur le volume des émissions.

II. Évolution des affaires

Durant l'exercice 2024, l'activité d'émission a augmenté de 29,4% par rapport à l'année précédente (2024 : 704 342 produits émis ; 2023 : 544 197 produits émis). La progression de l'activité d'émission est due à une forte activité de la clientèle qui a entraîné une extension de l'offre.

En 2024, 31 345 produits de placement ont été émis au total (contre 28 925 l'année précédente). Parmi les produits sans protection du capital, 15 012 ont été émis en tant que certificats discount, 13 068 en tant que certificats bonus, 2 492 en tant que prêts sur actions, 383 en tant que certificats indiciaires / de participation et 7 en tant que certificats express. Parmi les produits avec protection du capital, 383 ont été émis en tant que certificats à protection du capital.

Par ailleurs, 672.997 produits à effet de levier ont été émis (515 272 l'année précédente). Outre 463 119 produits avec knock-out, 157 601 produits ont été émis en tant que warrants et 52 277 en tant que certificats facteur parmi les produits sans knock-out.

Les opérations d'émission ont concerné à 79% le marché allemand et à 21% les marchés étrangers (dont 49% pour la France, 30% pour le marché scandinave, 9% pour la Suisse, 3% pour le Benelux, 4% pour le marché ibérique et 5% pour l'Italie).

La filiale ALD Finanz Lease GmbH, Hambourg, acquise en 2017, a réussi à se maintenir dans un environnement de marché toujours difficile, mais a subi un recul de ses bénéfices qui découle pour l'essentiel d'un faible encours de leasing, de faibles volumes de crédit de la filiale BDK ainsi que de faibles résultats découlant de la vente d'objets loués à l'expiration du contrat.

Compte tenu de l'extension de l'activité d'émission, l'évolution globale de l'exercice peut être jugée positive.

¹⁴ Statista. (04.02.2025). Taux effectif des fonds fédéraux mensuels aux États-Unis de juillet 1954 à janvier 2025. <https://www.statista.com/statistics/187616/effective-rate-of-us-federal-funds-monthly/> (24.02.2025).

¹⁵ Eurostat. (14.02.2025). Progression de 0,1% du PIB ainsi que de l'emploi dans la zone euro. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-14022025-ap> (24.02.2025).

¹⁶ Eurostat. (07.01.2025). Taux de chômage de 6,3% dans la zone euro. <https://ec.europa.eu/eurostat/de/web/products-euro-indicators/w/3-07012025-bp> (24.02.2025).

III. Situation de l'actif, des résultats et situation financière

a) Situation de l'actif

Le total du bilan s'est réduit de 3 139 millions d'euros par rapport à l'année précédente, pour se fixer désormais à 23 936 millions d'euros. Cette réduction s'explique principalement par la diminution du volume d'émissions dans le domaine des warrants et de la fortune fiduciaire. Cette réduction découle du poste du bilan "Autres actifs" à hauteur de KEUR 18.126.129 (année précédente : KEUR 20.909.812) ainsi que du poste "Actifs fiduciaires" à hauteur de KEUR 365.610 (année précédente : KEUR 587.776). Elle est principalement due au fait que pour l'exercice 2024, de nombreux produits des warrants sont arrivés à échéance, ce qui entraîne un recul du total du bilan au 31 décembre 2024.

Le bilan comporte pour l'essentiel les certificats émis (poste Dettes de certificats émis) ainsi que les opérations de couverture conclues dans ce contexte (poste Créances envers les entreprises liées découlant du placement de produits d'émissions), les warrants émis (poste Autres dettes) et les opérations de couverture conclues dans ce contexte (poste Autres actifs). La valeur de ces postes du bilan varie en fonction du nombre et du montant nominal des titres émis ainsi que de leurs opérations de couverture.

La Société a inscrit au bilan, sous Placements financiers, les parts détenues dans les entreprises liées acquises au 1^{er} janvier 2017 (ALD Lease Finanz GmbH et Société Générale Securities Services GmbH). Eu égard aux parts de la Société Générale Securities Services GmbH, l'amortissement effectué à 1,00 EUR du prix d'achat se montant à 515 KEUR a été conservé en raison du résultat futur escompté suite à l'arrêt de l'activité commerciale opérationnelle au 31 décembre 2023.

Le capital social de la Société Générale Effekten GmbH s'élève toujours à 26 KEUR (26 KEUR l'année précédente). En outre, la Société dispose de bénéfices reportés d'un montant de 1 138 KEUR (1 138 KEUR l'année précédente). Ses capitaux propres sont restés inchangés par rapport à l'année précédente, étant donné qu'elle a conclu avec la Société Générale de Francfort un contrat de transfert de bénéfices au 1^{er} janvier 2016, si bien que les bénéfices réalisés ou les pertes enregistrées sont respectivement transférés à la Société Générale de Francfort ou compensées par celle-ci.

Des créances existent envers la Société Générale S.A., succursale de Francfort, ainsi qu'envers la Société Générale S.A., Paris, notamment en liaison avec les opérations d'émission. Il existe en outre des créances envers l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg et envers la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, découlant des contrats de transfert de bénéfices conclus respectivement le 26 septembre 2017 et le 1^{er} décembre 2017. Il n'existe pas de risques de défaillance majeurs de la Société Générale Effekten GmbH à l'égard de tiers, ces risques étant couverts par la garantie globale de la Société Générale S.A., Paris.

Les dettes sont essentiellement dues à l'émission de certificats et de warrants ainsi qu'à un prêt obtenu de la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour l'achat, au 1^{er} janvier 2017, des filiales Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, et ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg.

La situation de l'actif au cours de l'exercice a été régulière.

b) Situation des résultats

Les produits de la vente des warrants et des certificats émis sont toujours identiques aux charges de l'achat des opérations de couverture correspondantes, si bien que la Société ne réalise elle-même aucun bénéfice à partir de son activité d'émission. Les flux de paiement découlant de la résiliation de la relation de couverture sont comptabilisés sans impact sur le résultat conformément à la recommandation RS HFA 35 ch. 86 de l'Institut allemand des experts-comptables (IDW), dans la mesure où ils se compensent.

Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change.

Le chiffre d'affaires à hauteur de 8 633 KEUR (8 041 KEUR l'année précédente) concerne les reprises de coûts de services dans le cadre d'une méthode « cost-plus » avec une majoration pour coûts administratifs de 5% par la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 6 769 KEUR, ainsi que par la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 1 864 KEUR.

Les charges de personnel ainsi que les autres charges d'exploitation sont répercutées sur la Société Générale S.A., Paris ainsi que sur la Société Générale S.A., succursale de Francfort, sur la base d'une réglementation « cost-plus ». Il existe une augmentation des autres charges d'exploitation de 25 KEUR.

Les intérêts et charges assimilées reposent pour l'essentiel sur le paiement d'intérêts pour le prêt accordé en décembre 2016 par la Société Générale de Francfort en vue de l'acquisition des filiales.

En raison du contrat de transfert de bénéfices conclu avec la Société Générale de Francfort et prenant effet au 1^{er} janvier 2016, la Société n'affiche aucun excédent ni aucun déficit pour l'exercice au 31 décembre 2024.

La situation des résultats au cours de l'exercice a été régulière.

c) Situation financière et de trésorerie

La nature et l'exécution des activités de la Société sont conçues de manière à garantir une situation financière constamment équilibrée.

Les dettes découlant de l'émission de certificats et de warrants sont couvertes en permanence par des instruments financiers présentant des échéances concordantes, libellés dans les mêmes devises et identiques en termes de risque de prix.

Les opérations ayant des incidences sur les flux financiers concernent les émissions et leurs opérations de couverture, le règlement des charges de personnel et des autres charges d'exploitation ainsi que leur répercussion sur la Société Générale S.A., Paris, et sur la Société Générale de Francfort.

En raison du remboursement intégral par la société mère de tous les frais supportés lors de l'émission, la Société dispose de liquidités suffisantes et est en mesure d'honorer toutes ses obligations de paiement.

À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre 2024, la Société affichait une dette envers la Société Générale de Francfort pour un montant de 407 223 KEUR, qui est inscrite sous le poste Dettes envers les entreprises liées. À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre

2024, la Société avait une créance découlant des conventions « cost-plus » pour un montant de 1 561 KEUR envers la Société Générale de Francfort ainsi que pour un montant de 841 KEUR envers la Société Générale S.A.

Au titre des contrats de transfert de bénéfices existants, la Société a des créances envers l'ALD Lease Finanz GmbH pour un montant de 32 627 KEUR ainsi que des dettes envers la Société Générale Securities Services GmbH pour un montant de 5 623 KEUR et des dettes envers la Société Générale de Francfort pour un montant de 32 698 KEUR.

La Société peut recourir à une ligne de crédit accordée par la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 10 000 KEUR, qui était sollicitée à hauteur de 4 352 KEUR à la date de l'arrêté des comptes. En outre, la Société Générale S.A., Paris, a promis à la Société, par lettre d'intention en date du 30 avril 2015, de couvrir les risques d'illiquidité découlant de charges ainsi que des opérations d'émission.

La situation de trésorerie durant l'exercice a été régulière.

Le groupe Société Générale souligne la solidité de son bilan (ratio CET1 de 13,3% au 31 décembre 2024), qui offre une réserve de l'ordre de 310 points de base au-dessus des exigences réglementaires et consolide encore sa bonne position de liquidité affichant un ratio LCR de 156% à la fin décembre 2024. La Société Générale S.A., Paris, proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende de 1,09 euro par action.

IV. Indicateurs de performance financiers / non financiers

D'une part, la Société a uniquement une fonction d'émission sans solvabilité propre et ses produits proviennent de conventions « cost-plus » conclues avec la Société Générale S.A., Paris, ainsi qu'avec la Société Générale de Francfort. D'autre part, elle peut tirer ses produits des parts qu'elle détient. La gestion du véhicule d'émissions repose sur « l'engineering » de nouveaux produits et sur le placement ciblé de titres auprès des investisseurs qui en découle. La gestion des filiales est assurée sous leur responsabilité propre. L'indicateur retenu pour la performance de la SGE est le volume des émissions mesuré en fonction du nombre de produits.

La gestion interne de la Société fait pour l'essentiel appel aux systèmes et aux procédures de contrôle de la société mère. Dans le souci d'augmenter l'efficacité opérationnelle, la société mère adapte en permanence les systèmes et les processus de contrôle existants et complète ces contrôles si besoin est. Les processus de comptabilité financière et leur contrôle sont vérifiés en permanence et adaptés en fonction des besoins. Il n'existe pas d'autres indicateurs de performance non financiers.

C. Rapport sur l'évolution future de l'entreprise ainsi que sur ses opportunités et ses risques

I. Évolution probable de l'entreprise (rapport prévisionnel)

Les facteurs qui ont pesé sur l'année 2024 et ont notamment entraîné un recul du produit intérieur brut continueront à se faire sentir sur l'économie allemande en 2025. Néanmoins, l'Allemagne pourrait connaître une légère reprise économique au premier trimestre. Alors que les investissements restent faibles en raison d'incertitudes persistantes, de conditions de financement difficiles et d'un faible taux d'exploitation des capacités, la demande commence

depuis peu à se ranimer dans le secteur de la construction et dans l'industrie. En raison de fortes hausses de salaires, la consommation des particuliers présente un important potentiel d'accroissement des dépenses de consommation, tout en étant atténuée par les perspectives plutôt négatives du marché de l'emploi. L'évolution des exportations, très défavorable en dernier lieu et pouvant atteindre -8,5%, pourrait à nouveau s'alléger au premier trimestre.¹⁷ Toutefois, les États-Unis ont récemment annoncé de forts droits de douane supplémentaires sur les produits de l'UE qui risquent de peser lourdement sur les exportations allemandes.¹⁸ Pour l'ensemble de l'année 2025, l'Allemagne, selon les prévisions, peut s'attendre à une croissance économique faible de 0,3%.¹⁹ Pour l'essentiel, la tendance à la stagnation continue cependant à s'imposer.

En janvier 2025, l'inflation en Allemagne a été de 2,3% par rapport au même mois de l'année précédente, c'est-à-dire 0,2% en dessous de son niveau de la fin de l'année. Cette évolution est sans doute principalement due à la hausse plus modérée des prix des denrées alimentaires et à la baisse des prix de l'énergie. En revanche, les prix des services continuent à avoir un effet inflationniste, comme cela a été le cas durant toute l'année 2024. Par rapport à janvier 2024, on a observé une hausse des prix des services de 4%, nettement supérieure au taux de renchérissement global.²⁰ Pour la suite de l'année, les prix des denrées alimentaires devraient à nouveau progresser plus fortement, l'influence de la baisse des prix de l'énergie sur le taux d'inflation global devrait s'atténuer et le niveau des prix des services ne devrait régresser que lentement. C'est pourquoi le taux d'inflation restera sans doute élevé en 2025, tout en se rapprochant encore de l'objectif de 2%.²¹

Depuis janvier 2025, le taux directeur, après des baisses répétées, est de 2,65%. Le Conseil de la BCE est optimiste quant à l'évolution de la désinflation et escompte également atteindre l'objectif de 2% qui doit être stabilisé durablement. Néanmoins, la Banque centrale européenne ne souhaite plus s'engager sur la voie d'une évolution univoque des taux. Les décisions concernant les taux d'intérêt doivent être prises d'une réunion à l'autre en s'appuyant sur des informations et des données actuelles. Au vu de l'évolution positive de la désinflation, la Banque centrale européenne mise pour 2025 sur une inflation ramenée en moyenne à seulement 2,1%.²²

En janvier 2025, le taux de chômage a progressé de 0,4% par rapport au mois précédent, pour se fixer à 6,4%, ce qui correspond à 186 000 chômeurs de plus. Le nombre de chômeurs a ainsi totalisé 2 993 000 en janvier, dépassant ainsi de 187 000 le total des chômeurs en janvier de l'année précédente.²³ En moyenne annuelle sur 2024, le taux de chômage a été de

¹⁷ Statista. (07.02.2025). Évolution du volume des exportations allemandes par rapport au même mois de l'année dernière, entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/1304303/export-volume-monthly-change-germany/> (27.02.2025), Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). La conjoncture en Allemagne. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=konjunktur-in-deutschland-950650> (25.02.2025).

¹⁸ Parlement européen. (13.02.2025). Échanges entre l'UE et les États-Unis : incidences possibles de nouveaux droits de douane sur l'Europe. <https://www.europarl.europa.eu/topics/de/article/20250210STO26801/handel-zwischen-der-eu-und-den-usa-mogliche-auswirkungen-neuer-zolle-auf-europa#warenhandel-3> (27.02.2025).

¹⁹ Statista. (27.01.2025). Prévisions du FMI : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans les principaux pays industrialisés et émergents de 2023 à 2026. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/38043/umfrage/prognose-zur-entwicklung-des-bip-in-ausgewaehlten-laendern/> (24.02.2025).

²⁰ Office fédéral allemand de la statistique. (13.02.2025). Taux d'inflation de +2,3% en janvier 2025. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/02/PD25_055_611.html (24.02.2025).

²¹ Deutsche Bundesbank. (13.12.2024). Prévisions pour l'Allemagne : perspectives économiques nettement assombries – l'inflation retombe à 2%. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-dezember-2024-947558?article=deutschland-prognose-wachstumsausblick-deutlich-eingetruebt-inflation-geht-zurueck-auf-2--947440> (24.02.2025).

²² Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). Politique monétaire et opérations bancaires. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=geldpolitik-und-bankgeschaef-950646> (25.02.2025).

²³ Agence fédérale allemande du travail. (31.01.2025). Le marché du travail en janvier 2025. <https://www.arbeitsagentur.de/presse/2025-06-arbeitsmarkt-im-januar-2025> (25.02.2025).

6,0%, soit 0,3% de plus qu'en 2023.²⁴ En 2025, les prévisions tablent sur une progression probable du taux de chômage dans tous les Länder, ce qui portera le taux de chômage à 6,1%.²⁵

L'Allemagne est au cœur de la stratégie de croissance du groupe Société Générale, comme en témoigne l'activité d'émission, puisque 79% des produits sont émis en Allemagne.

La Direction s'attend à une progression modérée du volume des émissions, augmentant de 5% à 10% par rapport à 2024. Comme dans les années passées, une vaste gamme de warrants et de certificats sera proposée en 2025. En particulier, la présence européenne sera encore consolidée. Étant donné la volatilité du marché, il convient de continuer à miser sur un volume accru d'émissions ultérieures de turbo warrants en cas de violation des barrières.

Pour 2025, la Société table sur une contribution au résultat émanant de l'ALD Lease Finanz GmbH à hauteur de 39,3 millions d'euros ainsi que sur des charges découlant de la reprise des pertes du résultat de la Société Générale Securities Services GmbH à hauteur d'environ 0,2 millions d'euros au titre des contrats de transfert de bénéfices conclus.

Compte tenu des intérêts échus pour les prêts contractés, pour un montant d'environ 7,0 millions d'euros, et des remboursements dus au titre des conventions « cost-plus », la Société escompte donc un résultat d'environ 32,1 millions d'euros avant le transfert des bénéfices à la Société Générale de Francfort.

Grâce à la ligne de crédit ouverte auprès de la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 10 millions d'euros, aucune pénurie de liquidités n'est attendue.

II. Rapport de risques

La situation de la Société sur le plan des risques est marquée par la structure transparente de ses activités ainsi que par son étroite intégration au sein du groupe Société Générale. La gestion des risques des opérations sur les warrants et les certificats tient compte du fait que tous les risques encourus sont assumés par la société mère dans le cadre d'une « garantie globale ».

Au cours de l'exercice 2024, les effets potentiels des risques de durabilité sur la SGE, y compris ses filiales ALD Lease Finanz GmbH et Société Générale Securities Services GmbH, ont été pris en compte. Les risques de durabilité sont des événements ou des circonstances touchant à l'environnement, au domaine social ou à la gouvernance des entreprises dont la survenance a ou est susceptible d'avoir des retombées négatives sur la situation des actifs, la situation financière ou les résultats ainsi que sur la réputation de l'ALD Lease Finanz GmbH. Ces risques incluent les risques liés au climat sous la forme de risques physiques et de risques de transactions. Les risques de durabilité sont pris en considération dans les types de risques correspondants.

Les risques susceptibles de survenir au cours de l'exercice 2024 étaient les suivants :

²⁴ Agence fédérale allemande du travail. (03.01.2025). Rétrospective sur l'année 2024. <https://www.arbeitsagentur.de/presse/2025-02-jahresueckblick-2024> (25.02.2025).

²⁵ Institut de recherche sur le marché du travail et les professions. (07.10.2024). Faiblesse de l'évolution des marchés régionaux du travail. <https://doku.iab.de/kurzber/2024/kb2024-20.pdf> (25.02.2025).

Risques de contrepartie

La Société n'est pas exposée à des risques de règlement étant donné que les paiements découlant de la vente des titres émis et de l'achat des opérations de couverture ainsi que les paiements liés à l'exercice des titres se compensent toujours mutuellement. Les créances découlant des opérations de sens contraire finalisées sont exclusivement dues par la Société Générale S.A., Paris. La solvabilité de cette dernière et de ses filiales est déterminante pour l'évaluation des risques de la Société.

L'importance croissante potentielle des empreintes CO2 sur les marchés financiers pourrait avoir une incidence négative sur le modèle commercial si les mécanismes de prix prenaient en considération ces facteurs ESG plus tôt ou plus largement que l'évolution du portefeuille de crédits, ce qui renchérirait ou réduirait les sources de financement.

Risques du marché

Tous les risques du marché découlant des warrants et des certificats émis sont entièrement couverts par des opérations de couverture conclues avec la Société Générale S.A., Paris. Par conséquent, la Société n'est pas exposée à des risques de variation des prix ni à des risques de change, pas plus qu'à des risques de variation des taux d'intérêt.

Risques d'illiquidité

La surveillance quotidienne des flux de paiement ainsi que l'étroite concertation avec les services de back-office de la Société Générale S.A., Paris, garantissent que la Société est à tout moment en mesure d'honorer ses obligations de paiement. Compte tenu de l'intégration au sein du groupe Société Générale, de la couverture des émissions par des opérations directes en sens contraire avec la Société Générale S.A., Paris, ainsi que des conventions « cost-plus » existantes en liaison avec les frais d'émission et de gestion, aucun risque d'illiquidité n'est relevé actuellement.

Risques opérationnels

Pour la surveillance et le contrôle des risques opérationnels, la Société Générale S.A., Paris, a développé des processus et des systèmes qui sont appliqués par la Société Générale Effekten GmbH. Ceux-ci reposent essentiellement sur le principe de la surveillance permanente. Les processus sont documentés dans des applications spécialement prévues à cet effet et sont évalués d'après des critères prédéfinis afin d'exclure des pertes découlant de risques opérationnels. Les risques liés au climat doivent également être inclus aux côtés des risques opérationnels.

Les risques liés au climat se subdivisent en quatre sous-catégories : risques physiques (conséquences des événements météorologiques extrêmes et des modifications à long terme des conditions climatiques et écologiques), risques d'atténuation (mesures légales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre), risques de transition (risques découlant des processus d'adaptation) et risques d'adaptation (mesures destinées à préparer la société et l'environnement aux incidences de la crise climatique). Les risques les plus importants pour la société peuvent découler de risques physiques. Afin de réduire ces risques, des mesures ont été prises dans le cadre du plan de continuité des activités (PCA) pour maintenir le déroulement parfait des affaires en cas de perturbation des infrastructures.

Les processus externalisés dans les centres de service de Bangalore et de Bucarest sont soumis aux mêmes règles et aux mêmes principes que ceux valables pour la Société Générale Effekten GmbH. Le respect des processus prédéfinis est garanti par le biais de comités standardisés et d'indicateurs clés de processus (« key process indicators (KPI) »).

Grâce aux mesures et aux processus décrits, il a été possible de garantir que la Société ne soit exposée, au cours de l'exercice 2024, à aucun risque opérationnel notable dans les domaines suivants :

- déclarations prudentielles
- risques liés aux technologies de l'information
- risques d'externalisation
- risques de fraude.

Aucune variation essentielle des risques n'a été constatée par rapport à l'année précédente. Actuellement, aucun risque ne semble susceptible de compromettre la poursuite de l'activité de la Société. Les risques opérationnels ont été limités grâce à la possibilité du télétravail, le personnel pouvant travailler à domicile avec un accès VPN sécurisé.

La présentation de la conception de nouveaux produits décrite dans le rapport d'opportunités ne révèle ni risques existants ni nouveaux risques. Ni le conflit entre l'Ukraine et la Russie ni le conflit au Moyen-Orient ni même l'inflation élevée n'ont eu d'incidences sérieuses sur l'ensemble des opérations.

Les relations de couverture entre les certificats et warrants émis ou les opérations de sens contraire sont toujours représentées de manière totalement symétrique.

Il existe assurément par principe des risques de défaut de conformité avec les lois et règlements applicables, mais il convient de relever que l'étendue des normes à respecter n'est pas significative pour la SGE, en tant qu'entité non régulée. La SGE est pleinement intégrée à la gouvernance à l'échelle du groupe, ce qui concerne la mise en œuvre des règles fixées par écrit (Code de SG), les contrôles et l'analyse des risques. Pour l'exercice 2024, nous n'avons connaissance d'aucune infraction aux exigences légales auxquelles la SGE est tenue de se conformer.

En matière de cybersécurité, un recul du risque de cybercriminalité a été observé pour 2024. L'application systématique du plan stratégique de cybersécurité du groupe permet de continuer à accroître la cybersécurité, également dans la SGE.

Risques juridiques potentiels

La Société est exposée à des risques découlant de litiges ou de procédures en justice impliquant des investisseurs, des pouvoirs publics ou des partenaires commerciaux, auxquels nous sommes parties actuellement ou nous pourrions le devenir à l'avenir. En outre, la Société et ses produits sont constamment soumis à des contrôles fiscaux et prudentiels. L'issue des contrôles et des procédures actuellement en instance ou à venir est imprévisible, de sorte que des décisions prises par des tribunaux ou par des autorités ou la conclusion de compromis pourraient entraîner des charges non couvertes ou non intégralement couvertes par des prestations d'assurance, et ayant des incidences sur la Société et sur ses résultats. Les risques juridiques essentiels sont couverts par des contre-garanties de la Société Générale S.A. de Francfort.

III. Rapport d'opportunités

L'évolution récemment très défavorable des exportations, allant jusqu'à -8,5%, pourrait être moins vive au premier trimestre.²⁶ Toutefois, les États-Unis ont annoncé il y a peu l'imposition de droits de douane supplémentaires élevés sur les produits de l'UE, ce qui pourrait à nouveau frapper de plein fouet les exportations allemandes.²⁷ Sur l'ensemble de l'année, le FMI s'attend à une croissance économique faible de 0,3%.²⁸ Ces perspectives économiques incertaines ont des incidences directes sur les stratégies de placement des investisseurs.

Pour mettre à la disposition des investisseurs la meilleure sélection possible de produits, la gamme de produits est adaptée quotidiennement aux réalités du marché. L'incertitude de l'économie pourrait inciter les investisseurs à déplacer leur focalisation des secteurs traditionnels à des secteurs alternatifs susceptibles d'être moins touchés par les difficultés actuelles. Par voie de conséquence, des opportunités s'offrent à la SGE pour proposer une plus large gamme de produits adaptés aux nouvelles préférences des investisseurs.

La stratégie des entreprises vise à identifier les opportunités suffisamment tôt, à les évaluer à l'aide de notre système de gestion des risques ou de l'appréciation des ressources et à les mettre à profit par des mesures appropriées pour développer la société avec succès. Surtout face à la volatilité de l'environnement de marché, il est essentiel de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et de développer des produits novateurs adaptés aux divers secteurs et aux diverses tendances de placement.

Sur la base de l'activité de la Société en tant que véhicule d'émissions au sein du groupe de la Société Générale S.A., Paris, qui couvre tous les risques par des opérations de couverture, la conception de nouveaux produits est placée sous la houlette d'un New Product Committee (NPC) convoqué dans chaque cas d'espèce au niveau de la Société Générale S.A., Paris. Dans ce contexte, tous les départements participant au processus d'émission indiquent leurs exigences et leurs allocations de ressources respectives.

En particulier dans un contexte de volatilité du marché, il est essentiel de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et de développer des produits innovants axés sur les divers secteurs et les diverses tendances de placements.

L'observation inclut tous les facteurs pertinents pour la Société tels que les marchés, la situation de la concurrence, l'orientation stratégique, l'organisation existante, le personnel, le potentiel de traitement technique du back-office ainsi que la taille des volumes. Les risques de l'exercice 2025 ont été analysés dans cette optique et la gestion des risques a été adaptée en conséquence.

Dans les circonstances actuelles, notamment vu le conflit entre l'Ukraine et la Russie, le conflit au Moyen-Orient, les restrictions commerciales potentielles liées aux droits de douane et l'inflation élevée, il est difficile de se prononcer sur les perspectives pour l'exercice 2025. La Direction table néanmoins sur une évolution toujours positive.

²⁶ Statista. (07.02.2025). Évolution du volume des exportations allemandes par rapport au même mois de l'année précédente, entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/1304303/export-volume-monthly-change-germany/> (27.02.2025), Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). La conjoncture en Allemagne. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=konjunktur-in-deutschland-950650> (25.02.2025).

²⁷ Parlement européen. (13.02.2025). Échanges entre l'UE et les États-Unis : répercussions possibles de nouveaux droits de Douane sur l'Europe. <https://www.europarl.europa.eu/topics/de/article/20250210STO26801/handel-zwischen-der-eu-und-den-usa-mogliche-auswirkungen-neuer-zolle-auf-europa#warenhandel-3> (27.02.2025).

²⁸ Statista. (27.01.2025). Prévisions du FMI : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans les principaux pays industrialisés et émergents de 2023 à 2026. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/38043/umfrage/prognose-zur-entwicklung-des-bip-in-ausgewaehlten-laendern/> (24.02.2025).

Un contexte de volatilité des marchés marqué par les incertitudes et les tensions géopolitiques pourrait même ouvrir des opportunités à la SGE. La volatilité accrue peut aboutir à une hausse des activités commerciales, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur le volume des émissions. Dans de telles périodes, les investisseurs recherchent souvent des produits de placement diversifiés et des solutions innovantes pour protéger leurs portefeuilles ou profiter des mouvements des marchés.

En outre, l'adaptation proactive de la gamme de produits à l'évolution des conditions de marché permet à la SGE de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et d'exploiter de nouvelles possibilités d'affaires. Cette approche stratégique, combinée à une gestion robuste des risques, pourrait mettre la SGE en mesure de profiter des défis du marché tout en préservant les intérêts des investisseurs.

Globalement, la Direction table donc sur la possibilité d'une évolution positive des affaires en 2025, malgré les incertitudes qui prévalent.

D. Système de contrôle interne et de gestion des risques pour le processus de présentation des comptes

Le groupe Société Générale est soumis à la surveillance de l'Autorité française de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ainsi que, depuis le 4 novembre 2014, à celle de la Banque centrale européenne (BCE). Il est en outre soumis aux dispositions de la réglementation bancaire française qui prescrit un standard minimum pour chacune des unités du groupe.

Dans la mesure où les réglementations légales locales applicables prévoient des dispositions plus rigoureuses que les lois françaises, ce sont ces dispositions plus sévères qui s'appliquent.

Le système de contrôle interne (SCI) repose sur le modèle des trois lignes de défense (three lines of defence model), qui est adapté en permanence aux exigences les plus récentes.

PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE

La première ligne de défense (LOD1) est constituée par le niveau des unités commerciales (BU) et des unités de soutien (SU). Celles-ci contractent des risques et assument la responsabilité directe de la poursuite de l'exploitation au niveau opérationnel. Les BU et les SU (y compris les unités stratégiques du groupe (Group SU) pour leurs propres activités) assument la responsabilité principale de l'évaluation des risques, des mesures de contrôle et de surveillance à l'intérieur du domaine qui les concerne ainsi que de la réalisation permanente des contrôles du premier niveau conformément aux normes, standards et procédures définis à la deuxième ligne de défense. La première ligne de défense fait appel aux procédures et aux systèmes de contrôle appropriés pour garantir l'identification des risques, leur analyse, leur mesure, leur contrôle et leur réduction, compte tenu de la propension au risque du groupe et dans le respect de toutes les exigences externes et internes applicables aux activités commerciales concernées. Dans ce but, la direction des BU et des SU ou la direction compétente pour les processus commerciaux prend, autant que nécessaire, les mesures suivantes :

- affectation des ressources requises et suffisantes pour la réalisation des contrôles du premier niveau ;
- fixation des processus de contrôle normatifs du premier niveau (LOD1) afin de garantir la réalisation des objectifs de contrôle dans un rapport approprié avec la propension au risque ;
- garantie de l'établissement, de la mise en œuvre et de la surveillance des contrôles du premier niveau ;
- surveillance de la qualité d'exécution ainsi que de l'adéquation des résultats rapportés ;
- vérification régulière de l'adéquation des contrôles et application des changements nécessaires, notamment en cas de modification des activités commerciales et des risques y afférents en raison de nouvelles dispositions légales ;
- validation trimestrielle des mesures de contrôle au niveau du management ;
- communication du résultat des contrôles.

Par ailleurs, il incombe à la gestion opérationnelle de donner à tous les employés qui en dépendent les informations et les formations appropriées relatives à leurs compétences en matière de gestion et de contrôle des risques.

DEUXIÈME LIGNE DE DÉFENSE

Les unités chargées du risque, de la conformité et des finances constituent la deuxième ligne de défense (LOD2) et sont responsables de l'identification, de l'évaluation, de l'analyse, de la mesure, de la surveillance et de la gestion de tous les risques ainsi que des comptes rendus corrects incluant la mise à disposition d'un récapitulatif des risques par les unités du groupe concernées. Cela comprend la fixation de normes, standards et procédures appropriés, compte tenu du cadre opérationnel des risques, ainsi que la mise à disposition d'indicateurs essentiels et d'analyses destinés à la surveillance générale des risques. Par ailleurs, elles sont responsables de l'évaluation du profil de risque du groupe et de l'efficacité du cadre opérationnel des risques au niveau des BU et des SU. Les trois SU surveillent et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les BU afin de veiller à l'adéquation et à l'efficacité des processus et des contrôles au niveau de la première ligne de défense. Grâce aux activités de contrôle permanentes du deuxième niveau, elles garantissent l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents au premier niveau.

Dans ce contexte, les trois SU stratégiques assument les fonctions suivantes dans les domaines de risque qui leur sont attribués :

- fonction de contrôle à l'échelle du groupe
- activités de contrôle permanentes de deuxième niveau.

Au sein du département des finances (DFIN), la fonction de contrôle à l'échelle du groupe est répartie sur plusieurs sous-départements en fonction du processus concerné. Les compétences de chaque secteur (« process owners ») figurent dans la liste ci-après :

- Le secteur Comptabilité est compétent pour les processus en lien avec la production d'informations venant de la comptabilité.
- Le secteur Réglementation est compétent pour les processus en lien avec la production d'informations réglementaires ou prudentielles.
- Le secteur ALM est compétent pour les processus en lien avec la gestion des risques structurels.

- Le secteur Funding and Treasury est compétent pour les processus en lien avec la gestion du financement et des liquidités.
- Le secteur Gestion financière est compétent pour les processus en lien avec l'établissement de rapports et d'indicateurs de management ainsi que pour la gestion financière.
- Le secteur Communication financière est compétent pour les processus en lien avec la communication financière.
- Le secteur Vendor Payments est compétent pour les processus en lien avec le paiement des frais généraux et des fournisseurs.

TROISIÈME LIGNE DE DÉFENSE

Au sein de la Société Générale S.A., Paris, les équipes de contrôle de deuxième niveau font rapport aux Groupe SU compétentes. La fonction de contrôle pour les risques structurels au deuxième niveau incombe donc à la fonction de gestion des risques ou à la fonction de gestion financière (DFIN) sous la surveillance de la Risk Division.

Dans le cadre de la troisième ligne de défense, toutes les activités, toutes les opérations et tous les processus au niveau du groupe, sans exception, peuvent être soumis à un contrôle réalisé par les départements General Inspection ou Internal Audit (LOD3). Ceux-ci sont en outre habilités à contrôler les activités du groupe dans les pays qui ne possèdent aucun siège du groupe. L'externalisation de prestations est soumise à des contrôles réalisés par les départements General Inspection ou Internal Audit sous la houlette du General Inspections Committee (CIIG), ce qui signifie que plusieurs sociétés du groupe peuvent commanditer un seul et même contrôle d'un prestataire mandaté conjointement par elles.

PERMANENT CONTROL ACTIVITÉS DE CONTRÔLE PERMANENTES DU PREMIER NIVEAU

La réalisation des activités de contrôle permanentes du premier niveau est assurée au sein des BU dans le cadre des activités opérationnelles. Celles-ci garantissent la sécurité et la qualité des transactions et des activités opérationnelles. Ces activités de contrôle incluent toute une série de mesures permanentes qui assurent au niveau opérationnel le respect des prescriptions ainsi que des exigences de validation et de sécurité des transactions.

Les activités de contrôle permanentes incluent les points suivants :

- Systèmes de prévention des risques : ces mesures de contrôle ont lieu de manière régulière et continue ou passent par des processus automatisés dans le contexte de l'exécution des affaires. Cela inclut un plan-cadre de gestion des risques, c'est-à-dire des règles et des contrôles de sécurité (y compris automatisés) dans le cadre de l'exécution des affaires ou des contrôles dans le cadre des processus opérationnels.
- Activités de contrôle assurées par le management : les supérieurs hiérarchiques veillent au contrôle du bon fonctionnement de tous les systèmes relevant de leur domaine de responsabilité. Dans ce cadre, les procédures formelles réalisées régulièrement garantissent le respect des prescriptions et des procédures par le personnel ainsi que la réalisation efficace des contrôles de premier niveau. Les activités de contrôle des

supérieurs hiérarchiques consistent essentiellement en adaptations des contrôles essentiels découlant des contrôles normatifs standard.

Les responsables de secteurs utilisent des contrôles réalisés par des équipes dédiées, par ex. (i) lors de processus sensibles nécessitant des contrôles plus rigoureux ou standardisés ou pour éviter les auto-contrôles, et/ou (ii) dans la mesure où le regroupement d'activités de contrôle entraîne une augmentation de la productivité.

ACTIVITÉS DE CONTRÔLE PERMANENTES DU DEUXIÈME NIVEAU

Les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau sont des mesures de la deuxième ligne de défense. Ainsi, la direction opérationnelle assume la responsabilité de l'évaluation et de la gestion des risques ainsi que de la sécurité opérationnelle et utilise notamment à cette fin les standards prescrits ainsi que les procédures, méthodes et contrôles définis. La réalisation des activités de contrôle permanentes du deuxième niveau est assurée par des équipes intervenant indépendamment des équipes opérationnelles.

Au niveau du groupe, les activités de contrôle permanentes sont réalisées par des équipes qui font rapport aux Group SU composant la deuxième ligne de défense pour les trois fonctions suivantes :

- **Finances** : les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau concernent la qualité de la comptabilité, les informations réglementaires ou prudentielles ainsi que les informations financières, les informations prudentielles et les affaires fiscales, à l'exception des risques d'évasion fiscale (FATCA – Foreign Account Tax Compliance Act und CRS – Common Reporting Standard) ;
- **Conformité** : les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau concernent les contrôles de conformité et incluent les contrôles juridiques ainsi que ceux en lien avec les risques d'évasion fiscale ;
- **Risque** : les activités de contrôle permanentes de deuxième niveau concernent les risques de crédit et de marché ainsi que les risques structurels tels que le risque d'illiquidité et les risques opérationnels. Les risques opérationnels comprennent notamment les risques dans le cadre du cœur de métier (notamment actes frauduleux) et les risques d'acquisition, de communication, d'actifs ou de personnel ainsi que les risques des processus et systèmes informatiques.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Helmut Höfer

Timo Felix Zapf

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBH, FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

BILAN au 31.12.2024

A C T I F	31.12.2024 EUR	31.12.2023 EUR	P A S S I F	31.12.2024 EUR	31.12.2023 EUR
A. ACTIF IMMOBILISÉ			A. CAPITALS PROPRES		
Placements financiers			I. Capital souscrit	25.564,59	25.564,59
Parts détenues dans des entreprises liées	406.708.441,30	406.708.441,30	II. Report de bénéfice	1.137.724,99	1.137.724,99
			III. Excédent/déficit de l'exercice	0,00	0,00
B. ACTIF CIRCULANT				<u>1.163.289,58</u>	<u>1.163.289,58</u>
Créances et autres actifs			B. PROVISIONS		
1. Créances envers des entreprises liées			I. Provisions pour pensions et engagements similaires	217.639,01	234.517,00
a) découlant du placement de produits d'émissions	4.997.297.752,42	5.091.015.342,62	II. Autres provisions	<u>859.149,74</u>	<u>1.012.913,79</u>
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an: EUR 2 538 623 437,99 (année précédente: EUR 2 895 696 309,12)				1.076.788,75	1.247.430,79
b) Autres créances	40.650.776,05	80.064.525,41	C. DETTES		
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an: EUR 0,00 (année précédente: EUR 0,00)			I. Dettes de certificats émis	4.997.297.752,71	5.091.015.342,66
2. Autres actifs	18.126.129.801,00	20.909.812.225,55	- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an: EUR 2 458 674 314,96 (année précédente: EUR 2 195 319 033,63)		
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an: EUR 15 658 223 244,61 (année précédente: EUR 17 588 238 437,29)			- dont envers des entreprises liées: EUR 4 997 297 752,71 (année précédente: EUR 5 091 015 342,66)		
- dont envers des entreprises liées; EUR 18 126 129 801,00 (année précédente: EUR 20 909 812 225,55)			II. Dettes fournisseurs	90.522,88	852.596,36
	<u>23.164.078.329,47</u>	<u>26.080.892.093,58</u>	- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an: EUR 90 522,88 (année précédente: EUR 852 596,36)		
C. ACTIF FIDUCIAIRE			III. Dettes envers des entreprises liées	444.985.865,56	483.441.148,93
Créances	365.610.354,33	587.775.844,17	- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an: EUR 37. 869 344,65 (année précédente: EUR 75 735 789,16)		
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an: EUR 96 072 792,79 (année précédente: EUR 109 016 842,63)			IV. Autres dettes	18.126.172.551,29	20.909.880.726,55
- dont envers des entreprises liées: EUR 365 610 354,33 (année précédente: EUR 587 775 844,17)			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an: EUR 2 467 906 556,66 (année précédente: EUR 3 321 573 722,25)		
			- dont envers des entreprises liées: EUR 18 126 172 551,29 (année précédente: EUR 20 909 880 726,55)		
				<u>23.568.546.692,44</u>	<u>26.485.189.814,51</u>
			D. DETTES FIDUCIAIRES		
			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an: EUR 269 537 561,54 (année précédente: EUR 478 759 001,54)	365.610.354,33	587.775.844,17
			- dont envers des entreprises liées: EUR 365 610 354,33 (année précédente: EUR 587 775 844,17)		
	<u>23.936.397.125,11</u>	<u>27.075.376.379,05</u>		<u>23.936.397.125,11</u>	<u>27.075.376.379,05</u>

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBH

FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

COMPTE DE RÉSULTAT

POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 EUR	Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 EUR
1. Produits du marché à options	-	-
2. Charges du marché à options	-	-
3. Produits du marché de certificats	-	-
4. Charges du marché de certificats	-	-
5. Recettes	8.633.174,09	8.041.203,70
dont Société Générale S.A., Paris	6.769.602,90	5.184.293,64
dont Société Générale Francfort	1.863.571,19	2.856.910,06
6. Autres produits d'exploitation	-	64.557,50
7. Charges de personnel		
a) Salaires et rémunérations	229.111,25	310.078,70
b) Prélèvements sociaux et charges de prévoyance vieillesse et d'assistance	100.155,83	88.581,66
dont pour la prévoyance vieillesse EUR 27 462,00 (année précédent: EUR 56 319,00)		
8. Autres charges d'exploitation	7.763.718,31	7.739.190,34
9. Produits des participations	-	-
- dont émanant d'entreprises liées: EUR 0 (année précédent: EUR 0)		
10. Produits découlant d'un contrat de transfert de bénéfices	38.250.822,03	77.788.889,92
11. Autres intérêts et produits similaires	16.891,42	207.578,99
- dont provenant d'entreprises liées: EUR 16 891,42 (année précédente: EUR 207 578,99)		
12. Amortissements sur placements financiers et sur titres de l'actif circulant:	-	-
- dont sur les entreprises liées: EUR 0 (année précédente: EUR 0)		
13. Charges découlant de reprises de pertes	-	8.825.207,11
14. Intérêts et charges similaires	6.110.385,73	4.903.771,72
- dont à des entreprises liées: EUR 6 110 385,73 (année précédente: EUR 4 903 771,72)		
- dont provenant d'intérêts négatifs EUR 0,00 (année précédente: EUR 0,00)		
15. Résultat après impôts	32.697.516,42	64.235.400,58
16. Bénéfices transférés sur la base d'un contrat de transfert de bénéfices	32.697.516,42	64.235.400,58
17. Excédent/déficit de l'exercice	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort-sur-le-Main**

**Annexe
pour l'exercice 2024**

Explications relatives aux comptes annuels au 31 décembre 2024 et autres indications

Les comptes annuels de la Société Générale Effekten GmbH au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux règles de présentation des comptes du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, HGB) et aux dispositions complémentaires de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbHG), dans le respect des principes d'une comptabilité régulière.

La Société a son siège à Francfort-sur-le-Main. Elle est enregistrée au tribunal d'instance (Amtsgericht) de Francfort-sur-le-Main sous le numéro de registre du commerce HRB 32283.

En vue d'améliorer la clarté et la transparence, la désignation de certains postes des comptes annuels a été adaptée à l'activité commerciale de la Société ou ajoutée, ce qui entraîne une représentation divergeant de la structure prévue à l'art. 266, al. 2 et 3 HGB.

Contrats de transfert de bénéfices

Par signature en date du 7 septembre 2016, la Société Générale Effekten GmbH (société affiliée de groupe) a conclu avec la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Francfort-sur-le-Main (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée, entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2016.

Par signature en date du 26 septembre 2017, la société ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, (société affiliée de groupe) a conclu avec la Société Générale Effekten GmbH (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

Par signature en date du 1^{er} décembre 2017, la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, (société affiliée de groupe) a conclu avec la Société Générale Effekten GmbH (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée, entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

1. Principes d'établissement du bilan et d'évaluation des comptes annuels

Pour l'essentiel, les méthodes d'établissement du bilan et d'évaluation déterminantes utilisées pour établir les comptes annuels sont restées inchangées et sont indiquées ci-après.

Conformément à l'art. 271, al. 2 HGB, les entreprises qui doivent être intégrées aux comptes consolidés d'une société mère en tant que sociétés mères ou sociétés filles (art. 290 HGB) selon les principes de la consolidation intégrale sont inscrites au bilan en tant que parts détenues dans des entreprises liées. Celles-ci sont inscrites au bilan aux coûts amortis. Les

amortissements sont effectués pour une dépréciation prévue comme durable conformément à l'art. 253, al. 3 HGB.

Les créances sont inscrites à leur montant nominal, plus les intérêts régularisés. Les dettes non couvertes par des opérations de couverture sont inscrites au montant de leur règlement, plus les intérêts échus.

Le calcul des impôts différés repose sur des différences temporaires entre les postes du bilan considérés d'après les principes du droit commercial et du droit fiscal conformément à l'art. 274 HGB. Étant donné que la Société Générale Effekten GmbH, en tant que société affiliée de groupe, se trouve depuis le 1^{er} janvier 2016 dans un rapport d'affiliation fiscale sur le plan de l'impôt sur les bénéfices avec la succursale de Francfort de la Société Générale, les impôts différés sont inscrits au bilan exclusivement au niveau de la société dominante.

Les provisions pour retraites ont été évaluées au montant d'exécution sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable (art. 253, al. 1, 2^e phrase HGB) d'après les principes actuariels et en tenant compte des tableaux de référence 2018 G du professeur Klaus Heubeck. Une période résiduelle de 15 ans a été prise comme hypothèse à titre forfaitaire pour le taux d'actualisation et est actualisée au taux moyen du marché sur ces dix dernières années, calculé au jour de référence, de 1,90% (exercice précédent : taux moyen du marché des dix dernières années 1,82%) (art. 253, al. 2, 2^e phrase HGB). L'actualisation s'appuie sur les taux adaptés aux délais de la Deutsche Bundesbank.

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est celle des unités de crédit projetées. Pour le calcul des provisions pour retraites, les paramètres retenus ont été un taux calculé de 1,96%, une dynamique des salaires de 3,10% (année précédente : 3,60%) ainsi qu'une dynamique des retraites de 2,10% (année précédente : 2,60%). Les effets découlant des variations des taux d'intérêt sont inscrits dans le résultat d'exploitation. La différence entre le montant des provisions fixées pour les retraites après actualisation au taux moyen du marché des dix derniers exercices et le montant de la provision découlant de l'actualisation au taux moyen du marché des sept derniers exercices s'élève à -2 217 EUR. Comme cette différence est négative, l'interdiction de distribution sous forme de dividende conformément à l'art. 253, al. 6 HGB est applicable.

Les autres provisions tiennent compte de tous les risques identifiables ainsi que des engagements incertains. Elles sont inscrites au passif au montant d'exécution nécessaire sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable conformément à l'art. 253, al. 1 HGB. Les provisions d'une échéance supérieure à un an sont actualisées conformément à l'art. 253, al. 2 HGB. Au jour de clôture du bilan, il n'existait aucune provision présentant une telle échéance.

Les primes d'options sont inscrites au poste Autres actifs ou Autres dettes à leurs coûts d'acquisition jusqu'à l'exercice ou à l'expiration, dans la mesure où ces montants se compensent.

Les certificats émis sont inscrits, jusqu'à l'échéance, au poste Dettes de certificats émis. Ils sont couverts par des opérations de couverture en sens contraire qui figurent au poste Créances envers les entreprises liées.

Le volume des warrants et des certificats émis au jour d'arrêté du bilan est entièrement couvert contre les variations des cours du marché par des opérations de couverture présentant une même échéance, une même devise et des risques de prix identiques, conclues avec l'associée unique, Société Générale S.A., Paris.

Les dettes découlant des certificats et warrants émis ainsi que les opérations de couverture inscrites aux postes Créances et Autres actifs ont été regroupées en unités d'évaluation et inscrites à l'actif aux coûts d'acquisition ou au passif à hauteur du produit de l'émission. Il s'agit en l'occurrence de micro-couvertures parfaites.

Il n'est pas procédé à une évaluation bilancielle consécutive au sens de l'art. 254 HGB suite à la qualification en tant qu'unité d'évaluation. Autrement dit, les variations de valeur qui se compensent ne sont pas inscrites au bilan par l'application, dans ce contexte, de la méthode dite « net hedge presentation method » (art. 285 n°19b et c HGB ainsi qu'art. 285 n°23a et b HGB). Les flux de paiement découlant de la cessation de la relation de couverture ont été inscrits conformément à la recommandation RS HFA 35 ch. 86 de l'Institut allemand des experts-comptables (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) sans toucher le compte de résultat. Des dotations aux provisions pour créances et autres actifs n'ont pas été nécessaires.

Les dettes non regroupées en unités d'évaluation sont inscrites au passif au montant de leur règlement. Il s'agit en l'occurrence des postes « Dettes fournisseurs » et « Dettes auprès des entreprises liées ». Les postes correspondants du compte de résultat s'intitulent « Autres charges d'exploitation », « Charges sur les reprises de pertes » et « Bénéfices redistribués en raison d'un contrat de transfert de bénéfices ».

Par ailleurs, la Société émet des certificats en son nom propre et au compte de la Société Générale S.A., Paris, dans le cadre d'un contrat de fiducie avec l'associée unique, la Société Générale S.A., Paris. Les instruments financiers correspondants figurent aussi bien à l'actif du bilan, au poste « Actifs fiduciaires », qu'au passif, au poste « Dettes fiduciaires ». Les certificats émis dans le cadre d'opérations fiduciaires sont couverts par des opérations de couverture inscrites au poste « Actif fiduciaire » du bilan. Ces opérations sont inscrites au bilan aux coûts d'acquisition.

2. Évolution de l'actif immobilisé

Placements financiers

	Parts dans des entreprises liées
	KEUR
Coûts d'acquisition 01.01.2024	407 223
Entrées	-
Sorties	-
Coûts d'acquisition 31.12.2024	407 223
Amortissements cumulés 01.01.2024	515
Entrées amortissement exercice	-
Transferts	-
Sorties	-
Amortissements cumulés 31.12.2024	515
Valeur comptable au jour de clôture du bilan 31.12.2023	406 708
Valeur comptable au jour de clôture du bilan 31.12.2024	406 708

Les parts détenues dans des entreprises liées concernent l'achat des parts, effectué avec effet au 1^{er} janvier 2017, de la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, (registre du commerce n°HRB 169711 auprès du tribunal d'instance de Munich) au prix de 515 KEUR par la Société Générale Securities Services Holding S.A., Paris, ainsi que de l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, (registre du commerce n°HRB 92469 auprès du tribunal d'instance de Hambourg) au prix de 406 708 KEUR par la SG Consumer Finance S.A. France. Par suite de la décision de règlement concernant la société, la valeur de la participation a été amortie à 1 euro depuis 2017 déjà.

3. Indications concernant le bilan

Les **créances envers les entreprises liées** existent pour un montant de 5 037 949 KEUR (5 171 080 KEUR l'année précédente). Elles se composent pour l'essentiel de créances envers la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 4 997 298 KEUR (5 091 015 KEUR l'année précédente) découlant du placement des produits d'émission de certificats émis ainsi que de créances diverses pour un montant de 40 651 KEUR (80 065 KEUR l'année précédente). Les créances diverses incluent pour l'essentiel des créances envers la société ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, découlant d'un contrat de transfert de résultat existant pour un montant de 38 251 KEUR ainsi que de conventions de remboursement de frais existant envers la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Francfort-sur-le-Main, pour un montant de 1 561 KEUR (1 206 KEUR l'année précédente) et envers la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 841 KEUR (1 068 KEUR l'année précédente).

Les **autres actifs** comprennent les options OTC acquises par l'associée pour couvrir les warrants émis. Ils s'élèvent à 18 126 129 KEUR (20 909 812 KEUR l'année précédente).

Les **créances fiduciaires**, d'un montant de 365 610 KEUR (587 776 KEUR l'année précédente), correspondent aux capitaux dévolus à l'associée Société Générale S.A., Paris, et provenant de plusieurs certificats émis au nom de la Société Générale Effekten GmbH et pour le compte de la Société Générale S.A., Paris.

La Société dispose de **capitaux propres** inchangés de 1 163 KEUR (1 163 KEUR l'année précédente). Ceux-ci se composent du capital souscrit d'un montant de 26 KEUR ainsi que des réserves sur bénéfices des années précédentes pour 1 138 KEUR. Un contrat de transfert de bénéfices, prenant effet au 1^{er} janvier 2016, a été conclu entre la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. et la Société.

Les **provisions** comptabilisées, à l'exception des provisions pour retraites et engagements similaires, ont toujours une échéance résiduelle inférieure à un an.

Les autres provisions découlent essentiellement des provisions pour frais d'émission ainsi que des frais de vérification des comptes et de conseils. Elles s'élèvent à 859 KEUR (1 013 KEUR l'année précédente).

Les **dettes envers les entreprises liées**, d'un montant de 444 986 KEUR (483 441 KEUR l'année précédente) incluent pour l'essentiel des dettes envers la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. découlant de prêts contractés pour un montant de 407 223 KEUR (407 223 KEUR l'année précédente) et des dettes découlant du transfert de bénéfices, pour un montant de 32 698 KEUR (64 235 KEUR l'année précédente). Par ailleurs, il existe une dette de 306 KEUR vis-à-vis de la succursale de Francfort de la Société Générale S.A.,

découlant de la compensation courante, ainsi qu'une autre dette de 4 759 KEUR découlant du compte courant.

Les **dettes fiduciaires**, d'un montant de 365 610 KEUR (587 776 KEUR l'année précédente), incluent l'émission de certificats émis en nom propre pour le compte de la Société Générale S.A., Paris.

Les **certificats (émissions) en devises étrangères** sont inscrits au poste du passif du bilan « Dettes de certificats émis » et « Dettes fiduciaires » pour un montant total de 1 284 463 KEUR. Ils se composent des monnaies suivantes :

Monnaie	KEUR
SEK	1 095 691
DKK	71 306
USD	106 216
CHF	9 050
NOK	1 885
GBP	214
JPY	101

Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant aux postes de l'actif du bilan « Créances envers les entreprises liées découlant du placement de produits sur opérations d'émission » et « Actif fiduciaire ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode dite « net hedge presentation method ») au jour de la comptabilisation au taux de change historique, compte tenu des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture effective des risques de change selon la méthode « critical term match ».

Les **warrants (émissions) en devises étrangères** sont inscrits au poste du passif du bilan « Autres dettes » pour un montant total de 5 924 589 KEUR. Ils se composent des monnaies suivantes :

Monnaie	KEUR
SEK	4 256 506
DKK	796 344
NOK	824 157
USD	22 669
CHF	24 541
JPY	372

Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant au poste de l'actif du bilan « Autres actifs ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode dite « net hedge presentation method ») au jour de la comptabilisation au taux de change historique, compte tenu des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change selon la méthode dite « critical term match method ».

Les dettes / dettes fiduciaires, d'un montant respectif de 23 568 547 / 365 610 KEUR, sont essentiellement des dettes auprès des entreprises liées (23 934 067 KEUR).

Il n'existait aucune autre dette financière à la date d'arrêté des comptes.

Ventilation par échéance des créances et des dettes

en KEUR

	Montant total	Échéance résiduelle à moins d'un an	Échéance résiduelle de 1 à 5 ans	Échéance résiduelle à plus de 5 ans
Créances				
- du placement de produits d'émissions	4.997.298	2.458.674	250.551	2.288.073
- diverses	40.651	40.651		
- fiduciaires	365.610	269.538	90.920	5.153
Autres actifs	18.126.130	2.467.907	580.521	15.077.703
Parts détenues dans des entreprises liées	406.708			406.708
TOTAL	23.936.397	5.236.769	921.992	17.777.636
Dettes				
- de certificats émis	4.997.298	2.458.674	250.551	2.288.073
- fournisseurs	91	91		
- envers des entreprises liées	444.986			444.986
- fiduciaires	365.610	269.538	90.920	5.153
Autres dettes, y compris provisions	18.127.249	2.469.013	580.521	15.077.716
TOTAL	23.935.234	5.197.316	921.992	17.815.927

4. Indications concernant le compte de résultat

Le compte de résultat est établi d'après la méthode du coût total.

Le **chiffre d'affaires** d'un montant de 8 633 KEUR (8 041 KEUR l'année précédente) concerne la prise en charge par la Société Générale S.A., Paris, des frais de prestations de services dans le cadre d'une méthode « cost-plus » avec un supplément pour frais administratifs de 5%, pour un montant de 6 769 KEUR, ainsi que par la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. pour un montant de 1 864 KEUR.

Les **charges de personnel** se composent des salaires et des traitements pour un montant de 229 KEUR (310 KEUR l'année précédente) ainsi que des prélèvements et charges sociales pour la prévoyance vieillesse, pour un montant de 100 KEUR (89 KEUR l'année précédente).

Les **autres charges d'exploitation** se composent essentiellement des frais d'émission, des frais juridiques et de conseil ainsi que des frais de bourse :

en KEUR	2024	2023
Bourses, surveillance	6 287	6 481
Répartition Société Générale Francfort	808	808
Legal, Consulting, Audit	669	450
Advertising		-
Total	7 764	7 739

Les **produits d'un contrat de transfert de bénéfices** pour un montant de 38 251 KEUR sont le résultat de la société ALD Lease Finanz GmbH et de la Société Générale Securities

Services GmbH, qui est perçu en phase par la Société sur la base du contrat de transfert de bénéfices conclu avec ces deux sociétés.

Le poste **intérêts et charges assimilées** comporte essentiellement les intérêts payés et régularisés pour un montant de 6 110 KEUR pour un prêt obtenu de la succursale de Francfort de la Société Générale S.A.

La Société a conclu avec la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Paris, (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices qui a pris effet au 1^{er} janvier 2016 ; depuis lors, elle se trouve dans un rapport d'affiliation fiscale concernant l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les bénéfices. Par conséquent, tous les **impôts sur les bénéfices** sont à la charge de la société dominante. Le bénéfice après impôts de 32 698 KEUR a été intégralement transféré, de sorte qu'il en découle un **bénéfice annuel** de 0 KEUR.

5. Indications concernant l'activité d'émission

Le volume d'émission de l'exercice 2024 se présente de la façon suivante :

TITRES DÉRIVÉS	TYPE	SOUS-JACENT	EXERCICE 2023				EXERCICE 2022			
			NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE	NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE
Produits de placement										
avec protection du capital (100%)	Certificats à protection du capital	Actions	215	611.704	62.547	18.03.2027	2	10.000.001	1.010.000	21.06.2024
		Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-
		Future	9	125.012	12.625	17.11.2025	2	2.500.001	62.675	25.04.2024
		Indices	137	129.431	13.119	18.02.2027	11	10.000.010	1.010.000	19.12.2025
		Matières premières	22	235.162	23.604	19.12.2025	1	1	-	21.06.2024
			383	1.101.309	111.895		16	22.500.013	2.082.675	
	Emprunts structurés	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
		Indices	-	-	-	-	-	-	-	-
			-	-	-	-	-	-	-	-
	sans protection du capital (<100%)	Prêts d'actions	Actions	2.467	485.166	482.950	15.05.2026	1.875	603.665	629.515
Indices			25	26.121	26.129	26.05.2026	39	39.700	37.401	Open End
			2.492	511.287	509.079		1.914	643.365	666.916	
Certificats bonus		Actions	10.618	26.528.822	1.615.656	17.12.2026	8.281	25.209.753	1.175.021	Open End
		Indices	2.450	4.440.072	513.675	18.12.2026	2.858	4.641.599	598.974	19.02.2025
		Monnaies	-	-	-	-	4	5.147	160	22.04.2024
		13.068	30.968.894	2.129.331		11.143	29.856.499	1.774.155		
Certificats discount		Actions	12.307	37.287.539	2.279.458	18.06.2026	13.335	45.386.450	1.780.313	20.06.2025
		Future	236	670.343	41.167	17.11.2026	237	1.114.190	68.777	17.11.2025
		Indices	2.321	12.728.403	842.149	18.12.2026	1.618	7.549.256	528.465	19.12.2025
	Matières premières	148	164.371	20.347	19.12.2025	118	157.802	13.294	20.12.2024	
	Monnaies	-	-	-	-	4	4.335	132	17.02.2023	
	15.012	50.850.656	3.183.121		15.312	54.212.033	2.390.981			
Certificats express	Actions	7	40.500	40.500	04.04.2028	2	30.000	28.793	23.03.2027	
	Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Indices	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Panier	-	-	-	-	-	-	-	-	
		7	40.500	40.500		2	30.000	28.793		
Certificats indiciels / de participation	Actions	77	2.051.994	9.887	Open End	213	3.512.988	8.354	Open End	
	Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Future	67	9.977.404	57.084	Open End	30	1.412.006	10.689	Open End	
	Indices	231	8.357.313	52.080	Open End	283	14.218.281	45.406	Open End	
	Matières premières	8	160.920	1.752	Open End	12	82.113	2.614	Open End	
	383	20.547.631	120.803		538	19.225.388	67.063			
Certificats de surperformance / sprint	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Indices	-	-	-	-	-	-	-	-	
		-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL Produits de placement:			31.345	104.020.277	6.094.729		28.925	126.467.298	7.010.583	

TITRES DÉRIVÉS	TYPE	SOUS-JACENT	EXERCICE 2024				EXERCICE 2023			
			NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE	NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE
Produits à effet de levier										
avec knock-out	Produits knock-out	Actions	269.197	7.196.659.772	7.823.094	Open End	175.334	4.304.394.730	4.078.044	Open End
		Énergie	-	-	-		1	1.149	65	Open End
		Fixed Income	-	-	-		21	468.705	2.138	Open End
		Fonds	-	-	-		-	-	-	
		Future	25.228	579.677.375	972.952	Open End	23.294	887.702.845	1.722.930	Open End
		Indices	130.077	5.498.422.918	16.403.512	Open End	76.685	8.330.963.651	9.448.291	Open End
		Matières premières	27.707	937.634.250	1.003.370	Open End	15.996	1.411.665.093	934.968	Open End
		Monnaies	10.910	291.397.264	182.751	Open End	10.825	262.658.775	214.493	Open End
		Taux d'intérêt	-	-	-		1	1.639	4	Open End
			463.119	14.503.791.579	26.385.679		302.157	15.197.856.587	16.400.933	
sans knock-out	Certificats à facteur	Actions	42.598	3.726.552.400	4.228.553	Open End	31.182	1.722.255.460	2.262.927	Open End
		Énergie	5	99.259	504	Open End	-	-	-	
		Fixed Income	6	22.234	37	Open End	15	60.484	133	Open End
		Future	4.821	1.588.320.300	988.161	Open End	3.495	1.256.124.124	862.672	Open End
		Indices	4.413	3.857.681.413	752.321	Open End	8.399	1.626.458.877	988.024	Open End
		Matières premières	65	2.088.930	2.460	Open End	158	9.819.722	15.360	Open End
		Monnaies	368	33.102.933	31.960	Open End	363	34.926.759	92.464	Open End
		Taux d'intérêt	1	10.980	331	Open End	-	-	-	
			52.277	9.207.878.449	6.004.327		43.612	4.649.645.426	4.221.580	
	Warrants	Actions	112.556	4.829.861.696	2.230.644	Open End	112.767	11.622.659.575	2.415.867	Open End
		Énergie	-	-	-		1	2.877	5	Open End
		Fixed Income	-	-	-		-	-	-	
		Future	1.552	77.894.698	40.981	Open End	4.503	368.950.999	196.328	Open End
		Indices	28.356	1.865.852.352	1.371.511	Open End	36.175	4.356.076.719	4.311.333	Open End
		Panier	-	-	-		-	-	-	
		Matières premières	5.062	110.532.406	97.825	Open End	4.605	239.526.644	128.598	Open End
		Monnaies	10.075	60.150.718	58.223	Open End	11.452	122.142.538	109.528	Open End
		Taux d'intérêt	-	-	-		-	-	-	
			157.601	6.944.291.870	3.799.184		169.503	16.709.359.352	7.161.659	
TOTAL Produits à effet de levier:			672.997	30.655.961.898	36.189.190		515.272	36.556.861.365	27.784.172	-
TOTAL Titres dérivés:			704.342	30.759.982.175	42.283.919		544.197	36.683.328.663	34.794.755	

Toutes les émissions sont entièrement couvertes par la conclusion d'options OTC de mêmes caractéristiques (méthode « perfect match term ») ou par le placement de produits d'opérations d'émission auprès de la Société Générale S.A., Paris.

La juste valeur des produits dérivés ainsi que des obligations avec produits dérivés incorporés se calcule au moyen des valeurs marchandes ; sur les marchés illiquides, l'évaluation se fait sur la base de modèles internes. Ces modèles d'évaluation internes sont régulièrement testés par des spécialistes du service des risques de la Société Générale S.A., Paris. Les instruments financiers dérivés similaires aux warrants sont évalués par la Société Générale S.A., Paris, à l'aide de modèles de prix d'option communément reconnus.

Dans le cas d'un marché actif, les prix utilisés sont ceux indiqués par les bourses, les courtiers et les agences chargées de la fixation des prix.

À la date d'arrêté des comptes, le type, l'étendue et les justes valeurs des opérations de couverture sur les marchés dérivés se présentent de la manière suivante : la Société détient 204 350 options OTC d'une valeur marchande de 1 644 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur actions et sur indices, 13 986 options OTC d'une valeur marchande de 1 542 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur matières premières, 7 105 options OTC d'une valeur marchande de 178 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur devises et 1 479 options OTC d'une valeur marchande de 11 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur taux d'intérêt.

La juste valeur est le prix qui est supposé pour la vente d'un actif au jour de référence dans le cadre d'une transaction régulière entre les participants au marché ou qui serait payé pour le transfert d'une dette. Si aucun prix observable n'existe pour des actifs ou des dettes identiques, la juste valeur des instruments financiers est calculée à l'aide d'une autre méthode d'évaluation faisant appel aux facteurs d'input observables déterminants.

En outre, la Société détient 28 303 certificats d'une valeur marchande de 1 288 millions d'EUR, opérations fiduciaires comprises.

La valeur comptable des warrants énumérés ici s'élève à 18 126 millions d'EUR au 31 décembre 2024 et figure au poste du bilan Autres dettes. La valeur comptable des certificats émis au 31 décembre 2024 s'élève à 5 363 millions d'EUR et se répartit entre les postes du bilan Dettes de certificats émis et Dettes fiduciaires.

6. Participations importantes

Les participations importantes au sens de l'art. 285 n°11 HGB se subdivisent de la manière suivante :

Nom et siège	Montant de la part du capital en %	Capitaux propres de la société en KEUR	Résultat de l'exercice en KEUR
Direct			
ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg	100	226 953	- 1)
Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim	100	35 330	- 2)
Indirect			
ALD AutoLeasing und Dienstleistungs GmbH, Hambourg	43,8	2 364	444
Bank Deutsches Kraftfahrzeuggewerbe GmbH, Hambourg		405 550	- 3)
- avec droit de vote	90	550	
- sans droit de vote	100	405 000	
BDK Leasing und Service GmbH, Hambourg	100	1 023	- 4)

1) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	32 627
2) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	5 623
3) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	40 763
4) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	1 871

7. Indications concernant les honoraires de révision comptabilisés comme charges au cours de l'exercice

Les honoraires du réviseur comptabilisés comme charges en 2024 s'élèvent

- à 299 730 EUR pour les prestations de vérification des comptes
- à – EUR pour les autres prestations d'attestation
- à – EUR pour les prestations de conseils fiscaux
- à – EUR pour les autres prestations.

Les honoraires pour prestations de vérification des comptes incluent les frais de révision des comptes consolidés et du rapport de gestion du Groupe ainsi que ceux liés à la révision des comptes annuels et du rapport de gestion de la Société Générale Effekten GmbH.

8. Indications concernant les membres des organes de la Société et ses collaborateurs

Les personnes suivantes étaient gérants désignés de la Société pour l'exercice 2024 ainsi que jusqu'à l'établissement des comptes annuels :

- M. Helmut Höfer, avocat (juriste d'entreprise), Francfort-sur-le-Main
Head of Legal Germany & Austria Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Andreas Thomas, diplômé d'école de commerce, Munich (nommé le 1^{er} juillet 2023 et révoqué de son poste de gérant de la Société Générale Effekten GmbH à compter du 31 mars 2024)
Chief Operational Officer Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Timo Felix Zapf, diplômé d'école de commerce, Francfort-sur-le-Main
Chief Financial Officer Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Christian Sagerer, Bachelor of Business Administration, Oberursel (nommé le 1^{er} avril 2024 et révoqué de son poste de gérant de la Société Générale Effekten GmbH à compter du 25 avril 2024), Head of Global Markets Germany & Austria et membre de la Direction de la Société Générale S.A., succursale de Francfort.

Les gérants M. Timo Felix Zapf et M. Helmut Höfer sont des employés de la succursale de Francfort-sur-le-Main de la Société Générale S.A.

Pour l'exercice 2024, des charges d'un montant de 17 KEUR pour la rémunération des gérants ont été répercutées sur la Société Générale Effekten GmbH.

La Société employait en moyenne quatre personnes au cours de l'exercice, dont trois à temps plein et une à temps partiel.

En tant qu'entreprise axée sur le marché des capitaux, la Société a été dotée d'un comité d'audit conformément à l'art. 324 HGB. Ce comité se compose des membres suivants :

M. Helmut Höfer
M. Peter Boesenberg (président)
Mme Heike Hoevekamp
M. Marco Maibaum
M. Adrian Mrosek
M. Timo Zapf
M. Kais Adsi
M. Andreas Thomas (du 1^{er} juillet 2023 au 31 mars 2024)
M. Christian Sagerer (à compter du 1^{er} avril 2024)

9. Affiliation au groupe

À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre 2024, la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., détenait une participation de 100% au capital de la Société Générale Effekten GmbH.

La succursale de Francfort de la Société Générale S.A. a pour associée la Société Générale S.A., Paris, (groupe le plus petit au sens de l'art. 285, n°14a HGB, et groupe le plus grand au sens de l'art. 285, n°14 HGB). La publication des comptes consolidés de la Société Générale S.A., Paris, dont la Société fait partie, est indiquée en France au « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires (BALO) » à la rubrique « Publications Périodiques » (R.C.S. : 552 120 222). Les comptes consolidés sont disponibles sur le site Internet www.societegenerale.com.

10. Événements ultérieurs à la date d'arrêté des comptes

Aucun autre événement d'importance notable sur la situation de l'actif, financière et des résultats de la Société ne s'est produit depuis la date d'arrêté des comptes.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Helmut Höfer

Timo Felix Zapf

Certification des représentants légaux

Nous assurons en notre âme et conscience que les comptes annuels donnent une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société, conformément aux principes comptables à appliquer, et que le rapport de gestion présente l'évolution des affaires, y compris le résultat d'exploitation et la situation de la Société, de manière à en donner une image correspondant à la situation réelle, et décrit les principales chances et les risques majeurs liés à l'évolution future de la Société.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

La direction

Société Générale Effekten GmbH

Helmut Höfer

Timo Felix Zapf

Comptes annuels au 31 décembre 2024 et rapport de gestion

CERTIFICATION DES COMPTES

**Société Générale Effekten GmbH
Frankfurt-sur-le-Main**

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBH, FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

BILAN au 31.12.2024

A C T I F	31.12.2024 EUR	31.12.2023 EUR	P A S S I F	31.12.2024 EUR	31.12.2023 EUR
A. ACTIF IMMOBILISÉ			A. CAPITALS PROPRES		
Placements financiers			I. Capital souscrit	25.564,59	25.564,59
Parts détenues dans des entreprises liées	406.708.441,30	406.708.441,30	II. Report de bénéfice	1.137.724,99	1.137.724,99
			III. Excédent/déficit de l'exercice	0,00	0,00
B. ACTIF CIRCULANT				<u>1.163.289,58</u>	<u>1.163.289,58</u>
Créances et autres actifs			B. PROVISIONS		
1. Créances envers des entreprises liées			I. Provisions pour pensions et engagements similaires	217.639,01	234.517,00
a) découlant du placement de produits d'émissions	4.997.297.752,42	5.091.015.342,62	II. Autres provisions	<u>859.149,74</u>	<u>1.012.913,79</u>
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an:				1.076.788,75	1.247.430,79
EUR 2 538 623 437,99					
(année précédente: EUR 2 895 696 309,12)			C. DETTES		
b) Autres créances	40.650.776,05	80.064.525,41	I. Dettes de certificats émis	4.997.297.752,71	5.091.015.342,66
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an:			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an:		
EUR 0,00 (année précédente: EUR 0,00)			EUR 2 458 674 314,96 (année précédente: EUR 2 195 319 033,63)		
2. Autres actifs	18.126.129.801,00	20.909.812.225,55	- dont envers des entreprises liées:		
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an:			EUR 4 997 297 752,71 (année précédente: EUR 5 091 015 342,66)		
EUR 15 658 223 244,61 (année précédente: EUR 17 588 238 437,29)			II. Dettes fournisseurs	90.522,88	852.596,36
- dont envers des entreprises liées;			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an:		
EUR 18 126 129 801,00 (année précédente: EUR 20 909 812 225,55)			EUR 90 522,88 (année précédente: EUR 852 596,36)		
	<u>23.164.078.329,47</u>	<u>26.080.892.093,58</u>	III. Dettes envers des entreprises liées	444.985.865,56	483.441.148,93
			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an:		
C. ACTIF FIDUCIAIRE			EUR 37. 869 344,65 (année précédente: EUR 75 735 789,16)		
Créances	365.610.354,33	587.775.844,17	IV. Autres dettes	18.126.172.551,29	20.909.880.726,55
- dont avec une échéance résiduelle de plus d'un an:			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an:		
EUR 96 072 792,79 (année précédente: EUR 109 016 842,63)			EUR 2 467 906 556,66 (année précédente: EUR 3 321 573 722,25)		
- dont envers des entreprises liées:			- dont envers des entreprises liées:		
EUR 365 610 354,33 (année précédente: EUR 587 775 844,17)			EUR 18 126 172 551,29 (année précédente: EUR 20 909 880 726,55)		
				<u>23.568.546.692,44</u>	<u>26.485.189.814,51</u>
			D. DETTES FIDUCIAIRES		
			- dont avec une échéance résiduelle de moins d'un an:	365.610.354,33	587.775.844,17
			EUR 269 537 561,54 (année précédente: EUR 478 759 001,54)		
			- dont envers des entreprises liées:		
			EUR 365 610 354,33 (année précédente: EUR 587 775 844,17)		
	<u>23.936.397.125,11</u>	<u>27.075.376.379,05</u>		<u>23.936.397.125,11</u>	<u>27.075.376.379,05</u>

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBH

FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

COMPTE DE RÉSULTAT

POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 EUR	Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 EUR
1. Produits du marché à options	-	-
2. Charges du marché à options	-	-
3. Produits du marché de certificats	-	-
4. Charges du marché de certificats	-	-
5. Recettes	8.633.174,09	8.041.203,70
dont Société Générale S.A., Paris	6.769.602,90	5.184.293,64
dont Société Générale Francfort	1.863.571,19	2.856.910,06
6. Autres produits d'exploitation	-	64.557,50
7. Charges de personnel		
a) Salaires et rémunérations	229.111,25	310.078,70
b) Prélèvements sociaux et charges de prévoyance vieillesse et d'assistance	100.155,83	88.581,66
dont pour la prévoyance vieillesse EUR 27 462,00 (année précédent: EUR 56 319,00)		
8. Autres charges d'exploitation	7.763.718,31	7.739.190,34
9. Produits des participations	-	-
- dont émanant d'entreprises liées: EUR 0 (année précédent: EUR 0)		
10. Produits découlant d'un contrat de transfert de bénéfices	38.250.822,03	77.788.889,92
11. Autres intérêts et produits similaires	16.891,42	207.578,99
- dont provenant d'entreprises liées: EUR 16 891,42 (année précédente: EUR 207 578,99)		
12. Amortissements sur placements financiers et sur titres de l'actif circulant:	-	-
- dont sur les entreprises liées: EUR 0 (année précédente: EUR 0)		
13. Charges découlant de reprises de pertes	-	8.825.207,11
14. Intérêts et charges similaires	6.110.385,73	4.903.771,72
- dont à des entreprises liées: EUR 6 110 385,73 (année précédente: EUR 4 903 771,72)		
- dont provenant d'intérêts négatifs EUR 0,00 (année précédente: EUR 0,00)		
15. Résultat après impôts	32.697.516,42	64.235.400,58
16. Bénéfices transférés sur la base d'un contrat de transfert de bénéfices	32.697.516,42	64.235.400,58
17. Excédent/déficit de l'exercice	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort-sur-le-Main**

**Annexe
pour l'exercice 2024**

Explications relatives aux comptes annuels au 31 décembre 2024 et autres indications

Les comptes annuels de la Société Générale Effekten GmbH au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux règles de présentation des comptes du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, HGB) et aux dispositions complémentaires de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbHG), dans le respect des principes d'une comptabilité régulière.

La Société a son siège à Francfort-sur-le-Main. Elle est enregistrée au tribunal d'instance (Amtsgericht) de Francfort-sur-le-Main sous le numéro de registre du commerce HRB 32283.

En vue d'améliorer la clarté et la transparence, la désignation de certains postes des comptes annuels a été adaptée à l'activité commerciale de la Société ou ajoutée, ce qui entraîne une représentation divergeant de la structure prévue à l'art. 266, al. 2 et 3 HGB.

Contrats de transfert de bénéfices

Par signature en date du 7 septembre 2016, la Société Générale Effekten GmbH (société affiliée de groupe) a conclu avec la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Francfort-sur-le-Main (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée, entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2016.

Par signature en date du 26 septembre 2017, la société ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, (société affiliée de groupe) a conclu avec la Société Générale Effekten GmbH (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

Par signature en date du 1^{er} décembre 2017, la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, (société affiliée de groupe) a conclu avec la Société Générale Effekten GmbH (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices d'une durée indéterminée, entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

1. Principes d'établissement du bilan et d'évaluation des comptes annuels

Pour l'essentiel, les méthodes d'établissement du bilan et d'évaluation déterminantes utilisées pour établir les comptes annuels sont restées inchangées et sont indiquées ci-après.

Conformément à l'art. 271, al. 2 HGB, les entreprises qui doivent être intégrées aux comptes consolidés d'une société mère en tant que sociétés mères ou sociétés filles (art. 290 HGB) selon les principes de la consolidation intégrale sont inscrites au bilan en tant que parts détenues dans des entreprises liées. Celles-ci sont inscrites au bilan aux coûts amortis. Les

amortissements sont effectués pour une dépréciation prévue comme durable conformément à l'art. 253, al. 3 HGB.

Les créances sont inscrites à leur montant nominal, plus les intérêts régularisés. Les dettes non couvertes par des opérations de couverture sont inscrites au montant de leur règlement, plus les intérêts échus.

Le calcul des impôts différés repose sur des différences temporaires entre les postes du bilan considérés d'après les principes du droit commercial et du droit fiscal conformément à l'art. 274 HGB. Étant donné que la Société Générale Effekten GmbH, en tant que société affiliée de groupe, se trouve depuis le 1^{er} janvier 2016 dans un rapport d'affiliation fiscale sur le plan de l'impôt sur les bénéfices avec la succursale de Francfort de la Société Générale, les impôts différés sont inscrits au bilan exclusivement au niveau de la société dominante.

Les provisions pour retraites ont été évaluées au montant d'exécution sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable (art. 253, al. 1, 2^e phrase HGB) d'après les principes actuariels et en tenant compte des tableaux de référence 2018 G du professeur Klaus Heubeck. Une période résiduelle de 15 ans a été prise comme hypothèse à titre forfaitaire pour le taux d'actualisation et est actualisée au taux moyen du marché sur ces dix dernières années, calculé au jour de référence, de 1,90% (exercice précédent : taux moyen du marché des dix dernières années 1,82%) (art. 253, al. 2, 2^e phrase HGB). L'actualisation s'appuie sur les taux adaptés aux délais de la Deutsche Bundesbank.

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est celle des unités de crédit projetées. Pour le calcul des provisions pour retraites, les paramètres retenus ont été un taux calculé de 1,96%, une dynamique des salaires de 3,10% (année précédente : 3,60%) ainsi qu'une dynamique des retraites de 2,10% (année précédente : 2,60%). Les effets découlant des variations des taux d'intérêt sont inscrits dans le résultat d'exploitation. La différence entre le montant des provisions fixées pour les retraites après actualisation au taux moyen du marché des dix derniers exercices et le montant de la provision découlant de l'actualisation au taux moyen du marché des sept derniers exercices s'élève à -2 217 EUR. Comme cette différence est négative, l'interdiction de distribution sous forme de dividende conformément à l'art. 253, al. 6 HGB est applicable.

Les autres provisions tiennent compte de tous les risques identifiables ainsi que des engagements incertains. Elles sont inscrites au passif au montant d'exécution nécessaire sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable conformément à l'art. 253, al. 1 HGB. Les provisions d'une échéance supérieure à un an sont actualisées conformément à l'art. 253, al. 2 HGB. Au jour de clôture du bilan, il n'existait aucune provision présentant une telle échéance.

Les primes d'options sont inscrites au poste Autres actifs ou Autres dettes à leurs coûts d'acquisition jusqu'à l'exercice ou à l'expiration, dans la mesure où ces montants se compensent.

Les certificats émis sont inscrits, jusqu'à l'échéance, au poste Dettes de certificats émis. Ils sont couverts par des opérations de couverture en sens contraire qui figurent au poste Créances envers les entreprises liées.

Le volume des warrants et des certificats émis au jour d'arrêté du bilan est entièrement couvert contre les variations des cours du marché par des opérations de couverture présentant une même échéance, une même devise et des risques de prix identiques, conclues avec l'associée unique, Société Générale S.A., Paris.

Les dettes découlant des certificats et warrants émis ainsi que les opérations de couverture inscrites aux postes Créances et Autres actifs ont été regroupées en unités d'évaluation et inscrites à l'actif aux coûts d'acquisition ou au passif à hauteur du produit de l'émission. Il s'agit en l'occurrence de micro-couvertures parfaites.

Il n'est pas procédé à une évaluation bilancielle consécutive au sens de l'art. 254 HGB suite à la qualification en tant qu'unité d'évaluation. Autrement dit, les variations de valeur qui se compensent ne sont pas inscrites au bilan par l'application, dans ce contexte, de la méthode dite « net hedge presentation method » (art. 285 n°19b et c HGB ainsi qu'art. 285 n°23a et b HGB). Les flux de paiement découlant de la cessation de la relation de couverture ont été inscrits conformément à la recommandation RS HFA 35 ch. 86 de l'Institut allemand des experts-comptables (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) sans toucher le compte de résultat. Des dotations aux provisions pour créances et autres actifs n'ont pas été nécessaires.

Les dettes non regroupées en unités d'évaluation sont inscrites au passif au montant de leur règlement. Il s'agit en l'occurrence des postes « Dettes fournisseurs » et « Dettes auprès des entreprises liées ». Les postes correspondants du compte de résultat s'intitulent « Autres charges d'exploitation », « Charges sur les reprises de pertes » et « Bénéfices redistribués en raison d'un contrat de transfert de bénéfices ».

Par ailleurs, la Société émet des certificats en son nom propre et au compte de la Société Générale S.A., Paris, dans le cadre d'un contrat de fiducie avec l'associée unique, la Société Générale S.A., Paris. Les instruments financiers correspondants figurent aussi bien à l'actif du bilan, au poste « Actifs fiduciaires », qu'au passif, au poste « Dettes fiduciaires ». Les certificats émis dans le cadre d'opérations fiduciaires sont couverts par des opérations de couverture inscrites au poste « Actif fiduciaire » du bilan. Ces opérations sont inscrites au bilan aux coûts d'acquisition.

2. Évolution de l'actif immobilisé

Placements financiers

	Parts dans des entreprises liées
	KEUR
Coûts d'acquisition 01.01.2024	407 223
Entrées	-
Sorties	-
Coûts d'acquisition 31.12.2024	407 223
Amortissements cumulés 01.01.2024	515
Entrées amortissement exercice	-
Transferts	-
Sorties	-
Amortissements cumulés 31.12.2024	515
Valeur comptable au jour de clôture du bilan 31.12.2023	406 708
Valeur comptable au jour de clôture du bilan 31.12.2024	406 708

Les parts détenues dans des entreprises liées concernent l'achat des parts, effectué avec effet au 1^{er} janvier 2017, de la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, (registre du commerce n°HRB 169711 auprès du tribunal d'instance de Munich) au prix de 515 KEUR par la Société Générale Securities Services Holding S.A., Paris, ainsi que de l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, (registre du commerce n°HRB 92469 auprès du tribunal d'instance de Hambourg) au prix de 406 708 KEUR par la SG Consumer Finance S.A. France. Par suite de la décision de règlement concernant la société, la valeur de la participation a été amortie à 1 euro depuis 2017 déjà.

3. Indications concernant le bilan

Les **créances envers les entreprises liées** existent pour un montant de 5 037 949 KEUR (5 171 080 KEUR l'année précédente). Elles se composent pour l'essentiel de créances envers la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 4 997 298 KEUR (5 091 015 KEUR l'année précédente) découlant du placement des produits d'émission de certificats émis ainsi que de créances diverses pour un montant de 40 651 KEUR (80 065 KEUR l'année précédente). Les créances diverses incluent pour l'essentiel des créances envers la société ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg, découlant d'un contrat de transfert de résultat existant pour un montant de 38 251 KEUR ainsi que de conventions de remboursement de frais existant envers la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Francfort-sur-le-Main, pour un montant de 1 561 KEUR (1 206 KEUR l'année précédente) et envers la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 841 KEUR (1 068 KEUR l'année précédente).

Les **autres actifs** comprennent les options OTC acquises par l'associée pour couvrir les warrants émis. Ils s'élèvent à 18 126 129 KEUR (20 909 812 KEUR l'année précédente).

Les **créances fiduciaires**, d'un montant de 365 610 KEUR (587 776 KEUR l'année précédente), correspondent aux capitaux dévolus à l'associée Société Générale S.A., Paris, et provenant de plusieurs certificats émis au nom de la Société Générale Effekten GmbH et pour le compte de la Société Générale S.A., Paris.

La Société dispose de **capitaux propres** inchangés de 1 163 KEUR (1 163 KEUR l'année précédente). Ceux-ci se composent du capital souscrit d'un montant de 26 KEUR ainsi que des réserves sur bénéfices des années précédentes pour 1 138 KEUR. Un contrat de transfert de bénéfices, prenant effet au 1^{er} janvier 2016, a été conclu entre la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. et la Société.

Les **provisions** comptabilisées, à l'exception des provisions pour retraites et engagements similaires, ont toujours une échéance résiduelle inférieure à un an.

Les autres provisions découlent essentiellement des provisions pour frais d'émission ainsi que des frais de vérification des comptes et de conseils. Elles s'élèvent à 859 KEUR (1 013 KEUR l'année précédente).

Les **dettes envers les entreprises liées**, d'un montant de 444 986 KEUR (483 441 KEUR l'année précédente) incluent pour l'essentiel des dettes envers la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. découlant de prêts contractés pour un montant de 407 223 KEUR (407 223 KEUR l'année précédente) et des dettes découlant du transfert de bénéfices, pour un montant de 32 698 KEUR (64 235 KEUR l'année précédente). Par ailleurs, il existe une dette de 306 KEUR vis-à-vis de la succursale de Francfort de la Société Générale S.A.,

découlant de la compensation courante, ainsi qu'une autre dette de 4 759 KEUR découlant du compte courant.

Les **dettes fiduciaires**, d'un montant de 365 610 KEUR (587 776 KEUR l'année précédente), incluent l'émission de certificats émis en nom propre pour le compte de la Société Générale S.A., Paris.

Les **certificats (émissions) en devises étrangères** sont inscrits au poste du passif du bilan « Dettes de certificats émis » et « Dettes fiduciaires » pour un montant total de 1 284 463 KEUR. Ils se composent des monnaies suivantes :

Monnaie	KEUR
SEK	1 095 691
DKK	71 306
USD	106 216
CHF	9 050
NOK	1 885
GBP	214
JPY	101

Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant aux postes de l'actif du bilan « Créances envers les entreprises liées découlant du placement de produits sur opérations d'émission » et « Actif fiduciaire ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode dite « net hedge presentation method ») au jour de la comptabilisation au taux de change historique, compte tenu des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture effective des risques de change selon la méthode « critical term match ».

Les **warrants (émissions) en devises étrangères** sont inscrits au poste du passif du bilan « Autres dettes » pour un montant total de 5 924 589 KEUR. Ils se composent des monnaies suivantes :

Monnaie	KEUR
SEK	4 256 506
DKK	796 344
NOK	824 157
USD	22 669
CHF	24 541
JPY	372

Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant au poste de l'actif du bilan « Autres actifs ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode dite « net hedge presentation method ») au jour de la comptabilisation au taux de change historique, compte tenu des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change selon la méthode dite « critical term match method ».

Les dettes / dettes fiduciaires, d'un montant respectif de 23 568 547 / 365 610 KEUR, sont essentiellement des dettes auprès des entreprises liées (23 934 067 KEUR).

Il n'existait aucune autre dette financière à la date d'arrêté des comptes.

Ventilation par échéance des créances et des dettes

en KEUR

	Montant total	Échéance résiduelle à moins d'un an	Échéance résiduelle de 1 à 5 ans	Échéance résiduelle à plus de 5 ans
Créances				
- du placement de produits d'émissions	4.997.298	2.458.674	250.551	2.288.073
- diverses	40.651	40.651		
- fiduciaires	365.610	269.538	90.920	5.153
Autres actifs	18.126.130	2.467.907	580.521	15.077.703
Parts détenues dans des entreprises liées	406.708			406.708
TOTAL	23.936.397	5.236.769	921.992	17.777.636
Dettes				
- de certificats émis	4.997.298	2.458.674	250.551	2.288.073
- fournisseurs	91	91		
- envers des entreprises liées	444.986			444.986
- fiduciaires	365.610	269.538	90.920	5.153
Autres dettes, y compris provisions	18.127.249	2.469.013	580.521	15.077.716
TOTAL	23.935.234	5.197.316	921.992	17.815.927

4. Indications concernant le compte de résultat

Le compte de résultat est établi d'après la méthode du coût total.

Le **chiffre d'affaires** d'un montant de 8 633 KEUR (8 041 KEUR l'année précédente) concerne la prise en charge par la Société Générale S.A., Paris, des frais de prestations de services dans le cadre d'une méthode « cost-plus » avec un supplément pour frais administratifs de 5%, pour un montant de 6 769 KEUR, ainsi que par la succursale de Francfort de la Société Générale S.A. pour un montant de 1 864 KEUR.

Les **charges de personnel** se composent des salaires et des traitements pour un montant de 229 KEUR (310 KEUR l'année précédente) ainsi que des prélèvements et charges sociales pour la prévoyance vieillesse, pour un montant de 100 KEUR (89 KEUR l'année précédente).

Les **autres charges d'exploitation** se composent essentiellement des frais d'émission, des frais juridiques et de conseil ainsi que des frais de bourse :

en KEUR	2024	2023
Bourses, surveillance	6 287	6 481
Répartition Société Générale Francfort	808	808
Legal, Consulting, Audit	669	450
Advertising		-
Total	7 764	7 739

Les **produits d'un contrat de transfert de bénéfices** pour un montant de 38 251 KEUR sont le résultat de la société ALD Lease Finanz GmbH et de la Société Générale Securities

Services GmbH, qui est perçu en phase par la Société sur la base du contrat de transfert de bénéfices conclu avec ces deux sociétés.

Le poste **intérêts et charges assimilées** comporte essentiellement les intérêts payés et régularisés pour un montant de 6 110 KEUR pour un prêt obtenu de la succursale de Francfort de la Société Générale S.A.

La Société a conclu avec la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., Paris, (société dominante) un contrat de transfert de bénéfices qui a pris effet au 1^{er} janvier 2016 ; depuis lors, elle se trouve dans un rapport d'affiliation fiscale concernant l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les bénéfices. Par conséquent, tous les **impôts sur les bénéfices** sont à la charge de la société dominante. Le bénéfice après impôts de 32 698 KEUR a été intégralement transféré, de sorte qu'il en découle un **bénéfice annuel** de 0 KEUR.

5. Indications concernant l'activité d'émission

Le volume d'émission de l'exercice 2024 se présente de la façon suivante :

TITRES DÉRIVÉS	TYPE	SOUS-JACENT	EXERCICE 2023				EXERCICE 2022			
			NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE	NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE
Produits de placement										
avec protection du capital (100%)	Certificats à protection du capital	Actions	215	611.704	62.547	18.03.2027	2	10.000.001	1.010.000	21.06.2024
		Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-
		Future	9	125.012	12.625	17.11.2025	2	2.500.001	62.675	25.04.2024
		Indices	137	129.431	13.119	18.02.2027	11	10.000.010	1.010.000	19.12.2025
		Matières premières	22	235.162	23.604	19.12.2025	1	1	-	21.06.2024
			383	1.101.309	111.895		16	22.500.013	2.082.675	
	Emprunts structurés	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
		Indices	-	-	-	-	-	-	-	-
			-	-	-	-	-	-	-	-
	sans protection du capital (<100%)	Prêts d'actions	Actions	2.467	485.166	482.950	15.05.2026	1.875	603.665	629.515
Indices			25	26.121	26.129	26.05.2026	39	39.700	37.401	Open End
			2.492	511.287	509.079		1.914	643.365	666.916	
Certificats bonus		Actions	10.618	26.528.822	1.615.656	17.12.2026	8.281	25.209.753	1.175.021	Open End
		Indices	2.450	4.440.072	513.675	18.12.2026	2.858	4.641.599	598.974	19.02.2025
		Monnaies	-	-	-	-	4	5.147	160	22.04.2024
		13.068	30.968.894	2.129.331		11.143	29.856.499	1.774.155		
Certificats discount		Actions	12.307	37.287.539	2.279.458	18.06.2026	13.335	45.386.450	1.780.313	20.06.2025
		Future	236	670.343	41.167	17.11.2026	237	1.114.190	68.777	17.11.2025
		Indices	2.321	12.728.403	842.149	18.12.2026	1.618	7.549.256	528.465	19.12.2025
	Matières premières	148	164.371	20.347	19.12.2025	118	157.802	13.294	20.12.2024	
	Monnaies	-	-	-	-	4	4.335	132	17.02.2023	
	15.012	50.850.656	3.183.121		15.312	54.212.033	2.390.981			
Certificats express	Actions	7	40.500	40.500	04.04.2028	2	30.000	28.793	23.03.2027	
	Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Indices	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Panier	-	-	-	-	-	-	-	-	
		7	40.500	40.500		2	30.000	28.793		
Certificats indiciels / de participation	Actions	77	2.051.994	9.887	Open End	213	3.512.988	8.354	Open End	
	Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Future	67	9.977.404	57.084	Open End	30	1.412.006	10.689	Open End	
	Indices	231	8.357.313	52.080	Open End	283	14.218.281	45.406	Open End	
	Matières premières	8	160.920	1.752	Open End	12	82.113	2.614	Open End	
	383	20.547.631	120.803		538	19.225.388	67.063			
Certificats de surperformance / sprint	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Indices	-	-	-	-	-	-	-	-	
		-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL Produits de placement:			31.345	104.020.277	6.094.729		28.925	126.467.298	7.010.583	

TITRES DÉRIVÉS	TYPE	SOUS-JACENT	EXERCICE 2024				EXERCICE 2023			
			NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE	NOMBRE	VOLUME (EN UNITÉS)	VALEUR COMPTABLE EN KEUR	ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE
Produits à effet de levier										
avec knock-out	Produits knock-out	Actions	269.197	7.196.659.772	7.823.094	Open End	175.334	4.304.394.730	4.078.044	Open End
		Énergie	-	-	-		1	1.149	65	Open End
		Fixed Income	-	-	-		21	468.705	2.138	Open End
		Fonds	-	-	-		-	-	-	
		Future	25.228	579.677.375	972.952	Open End	23.294	887.702.845	1.722.930	Open End
		Indices	130.077	5.498.422.918	16.403.512	Open End	76.685	8.330.963.651	9.448.291	Open End
		Matières premières	27.707	937.634.250	1.003.370	Open End	15.996	1.411.665.093	934.968	Open End
		Monnaies	10.910	291.397.264	182.751	Open End	10.825	262.658.775	214.493	Open End
		Taux d'intérêt	-	-	-		1	1.639	4	Open End
			463.119	14.503.791.579	26.385.679		302.157	15.197.856.587	16.400.933	
sans knock-out	Certificats à facteur	Actions	42.598	3.726.552.400	4.228.553	Open End	31.182	1.722.255.460	2.262.927	Open End
		Énergie	5	99.259	504	Open End	-	-	-	
		Fixed Income	6	22.234	37	Open End	15	60.484	133	Open End
		Future	4.821	1.588.320.300	988.161	Open End	3.495	1.256.124.124	862.672	Open End
		Indices	4.413	3.857.681.413	752.321	Open End	8.399	1.626.458.877	988.024	Open End
		Matières premières	65	2.088.930	2.460	Open End	158	9.819.722	15.360	Open End
		Monnaies	368	33.102.933	31.960	Open End	363	34.926.759	92.464	Open End
		Taux d'intérêt	1	10.980	331	Open End	-	-	-	
			52.277	9.207.878.449	6.004.327		43.612	4.649.645.426	4.221.580	
	Warrants	Actions	112.556	4.829.861.696	2.230.644	Open End	112.767	11.622.659.575	2.415.867	Open End
		Énergie	-	-	-		1	2.877	5	Open End
		Fixed Income	-	-	-		-	-	-	
		Future	1.552	77.894.698	40.981	Open End	4.503	368.950.999	196.328	Open End
		Indices	28.356	1.865.852.352	1.371.511	Open End	36.175	4.356.076.719	4.311.333	Open End
		Panier	-	-	-		-	-	-	
		Matières premières	5.062	110.532.406	97.825	Open End	4.605	239.526.644	128.598	Open End
		Monnaies	10.075	60.150.718	58.223	Open End	11.452	122.142.538	109.528	Open End
		Taux d'intérêt	-	-	-		-	-	-	
			157.601	6.944.291.870	3.799.184		169.503	16.709.359.352	7.161.659	
TOTAL Produits à effet de levier:			672.997	30.655.961.898	36.189.190		515.272	36.556.861.365	27.784.172	-
TOTAL Titres dérivés:			704.342	30.759.982.175	42.283.919		544.197	36.683.328.663	34.794.755	

Toutes les émissions sont entièrement couvertes par la conclusion d'options OTC de mêmes caractéristiques (méthode « perfect match term ») ou par le placement de produits d'opérations d'émission auprès de la Société Générale S.A., Paris.

La juste valeur des produits dérivés ainsi que des obligations avec produits dérivés incorporés se calcule au moyen des valeurs marchandes ; sur les marchés illiquides, l'évaluation se fait sur la base de modèles internes. Ces modèles d'évaluation internes sont régulièrement testés par des spécialistes du service des risques de la Société Générale S.A., Paris. Les instruments financiers dérivés similaires aux warrants sont évalués par la Société Générale S.A., Paris, à l'aide de modèles de prix d'option communément reconnus.

Dans le cas d'un marché actif, les prix utilisés sont ceux indiqués par les bourses, les courtiers et les agences chargées de la fixation des prix.

À la date d'arrêté des comptes, le type, l'étendue et les justes valeurs des opérations de couverture sur les marchés dérivés se présentent de la manière suivante : la Société détient 204 350 options OTC d'une valeur marchande de 1 644 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur actions et sur indices, 13 986 options OTC d'une valeur marchande de 1 542 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur matières premières, 7 105 options OTC d'une valeur marchande de 178 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur devises et 1 479 options OTC d'une valeur marchande de 11 millions d'EUR pour la couverture de warrants sur taux d'intérêt.

La juste valeur est le prix qui est supposé pour la vente d'un actif au jour de référence dans le cadre d'une transaction régulière entre les participants au marché ou qui serait payé pour le transfert d'une dette. Si aucun prix observable n'existe pour des actifs ou des dettes identiques, la juste valeur des instruments financiers est calculée à l'aide d'une autre méthode d'évaluation faisant appel aux facteurs d'input observables déterminants.

En outre, la Société détient 28 303 certificats d'une valeur marchande de 1 288 millions d'EUR, opérations fiduciaires comprises.

La valeur comptable des warrants énumérés ici s'élève à 18 126 millions d'EUR au 31 décembre 2024 et figure au poste du bilan Autres dettes. La valeur comptable des certificats émis au 31 décembre 2024 s'élève à 5 363 millions d'EUR et se répartit entre les postes du bilan Dettes de certificats émis et Dettes fiduciaires.

6. Participations importantes

Les participations importantes au sens de l'art. 285 n°11 HGB se subdivisent de la manière suivante :

Nom et siège	Montant de la part du capital en %	Capitaux propres de la société en KEUR	Résultat de l'exercice en KEUR
Direct			
ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg	100	226 953	- 1)
Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim	100	35 330	- 2)
Indirect			
ALD AutoLeasing und Dienstleistungs GmbH, Hambourg	43,8	2 364	444
Bank Deutsches Kraftfahrzeuggewerbe GmbH, Hambourg		405 550	- 3)
- avec droit de vote	90	550	
- sans droit de vote	100	405 000	
BDK Leasing und Service GmbH, Hambourg	100	1 023	- 4)

1) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	32 627
2) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	5 623
3) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	40 763
4) Résultat avant transfert de bénéfices	KEUR	1 871

7. Indications concernant les honoraires de révision comptabilisés comme charges au cours de l'exercice

Les honoraires du réviseur comptabilisés comme charges en 2024 s'élèvent

- à 299 730 EUR pour les prestations de vérification des comptes
- à – EUR pour les autres prestations d'attestation
- à – EUR pour les prestations de conseils fiscaux
- à – EUR pour les autres prestations.

Les honoraires pour prestations de vérification des comptes incluent les frais de révision des comptes consolidés et du rapport de gestion du Groupe ainsi que ceux liés à la révision des comptes annuels et du rapport de gestion de la Société Générale Effekten GmbH.

8. Indications concernant les membres des organes de la Société et ses collaborateurs

Les personnes suivantes étaient gérants désignés de la Société pour l'exercice 2024 ainsi que jusqu'à l'établissement des comptes annuels :

- M. Helmut Höfer, avocat (juriste d'entreprise), Francfort-sur-le-Main
Head of Legal Germany & Austria Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Andreas Thomas, diplômé d'école de commerce, Munich (nommé le 1^{er} juillet 2023 et révoqué de son poste de gérant de la Société Générale Effekten GmbH à compter du 31 mars 2024)
Chief Operational Officer Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Timo Felix Zapf, diplômé d'école de commerce, Francfort-sur-le-Main
Chief Financial Officer Société Générale S.A., succursale de Francfort.
- M. Christian Sagerer, Bachelor of Business Administration, Oberursel (nommé le 1^{er} avril 2024 et révoqué de son poste de gérant de la Société Générale Effekten GmbH à compter du 25 avril 2024), Head of Global Markets Germany & Austria et membre de la Direction de la Société Générale S.A., succursale de Francfort.

Les gérants M. Timo Felix Zapf et M. Helmut Höfer sont des employés de la succursale de Francfort-sur-le-Main de la Société Générale S.A.

Pour l'exercice 2024, des charges d'un montant de 17 KEUR pour la rémunération des gérants ont été répercutées sur la Société Générale Effekten GmbH.

La Société employait en moyenne quatre personnes au cours de l'exercice, dont trois à temps plein et une à temps partiel.

En tant qu'entreprise axée sur le marché des capitaux, la Société a été dotée d'un comité d'audit conformément à l'art. 324 HGB. Ce comité se compose des membres suivants :

M. Helmut Höfer
M. Peter Boesenberg (président)
Mme Heike Hoevekamp
M. Marco Maibaum
M. Adrian Mrosek
M. Timo Zapf
M. Kais Adsi
M. Andreas Thomas (du 1^{er} juillet 2023 au 31 mars 2024)
M. Christian Sagerer (à compter du 1^{er} avril 2024)

9. Affiliation au groupe

À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre 2024, la succursale de Francfort de la Société Générale S.A., détenait une participation de 100% au capital de la Société Générale Effekten GmbH.

La succursale de Francfort de la Société Générale S.A. a pour associée la Société Générale S.A., Paris, (groupe le plus petit au sens de l'art. 285, n°14a HGB, et groupe le plus grand au sens de l'art. 285, n°14 HGB). La publication des comptes consolidés de la Société Générale S.A., Paris, dont la Société fait partie, est indiquée en France au « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires (BALO) » à la rubrique « Publications Périodiques » (R.C.S. : 552 120 222). Les comptes consolidés sont disponibles sur le site Internet www.societegenerale.com.

10. Événements ultérieurs à la date d'arrêté des comptes

Aucun autre événement d'importance notable sur la situation de l'actif, financière et des résultats de la Société ne s'est produit depuis la date d'arrêté des comptes.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Helmut Höfer

Timo Felix Zapf

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort-sur-le-Main**

**Rapport de gestion
pour l'exercice 2024**

A. Situation de la Société

La Société Générale Effekten GmbH (SGE) est une filiale à 100% de la Société Générale S.A., Francfort, elle-même succursale de la Société Générale S.A., Paris, (SG). Elle a pour objet l'émission et la vente de titres ainsi que l'acquisition, l'aliénation, la détention et la gestion de participations.

Les titres émis par la SGE sont offerts au public dans certains ou plusieurs pays de l'Espace économique européen et en Suisse. En outre, l'admission des titres au négoce sur un marché régulé ou dans un système commercial multilatéral de l'Espace économique européen ou auprès d'une bourse suisse peut être sollicitée. Il s'agit là actuellement notamment des bourses de Francfort, Stuttgart, Madrid, Barcelone, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

Les émissions sont assumées par la SG et placées dans un deuxième temps par la SG auprès des acheteurs finals, de sorte qu'il n'en résulte aucune influence sur la situation économique de l'émettrice. L'exercice des titres est garanti par la SG sous la forme d'une garantie de la société mère.

La garantie de la société mère peut être consultée à l'adresse :

https://prospectus.socgen.com/program_search/JSE-%20Deed%20of%20Guarantee

La société détient des parts. Majoritaires de la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, ainsi que de l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg.

B. Rapport économique

I. Conditions économiques générales et sectorielles

La récession de l'économie allemande entamée en 2023 s'est poursuivie en 2024. Après avoir reculé de 0,3% l'année précédente, le produit intérieur brut a à nouveau perdu 0,2% en 2024.¹ Les difficultés géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, sont des raisons non négligeables du repli de la croissance économique, auxquelles sont venus s'ajouter, au cours de l'exercice, les débats politiques en Allemagne autour de la migration, de l'économie et du budget. Les dissensions politiques ont culminé en décembre 2024 par la rupture de la coalition réunissant le parti socialiste (SPD), le parti libéral (FDP) et les Verts, la dissolution du Bundestag et la convocation de nouvelles élections pour février 2025.² La situation difficile sur le plan de la politique intérieure a plongé les entreprises, mais aussi la population, dans une grande incertitude. D'autres raisons marquantes de la fragilisation de l'économie allemande sont la baisse des investissements des entreprises et le

¹ Office fédéral allemand de la statistique. (15.01.2025). Baisse du produit intérieur brut de 0,2% en 2024. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressekonferenzen/2025/bip2024/pm-bip.pdf?__blob=publicationFile&v=6 (20.02.2025).

² Deutscher Bundestag. (27.12.2024). Steinmeier dissout le Parlement et convoque de nouvelles élections. <https://www.bundestag.de/presse/hib/kurzmeldungen-1035368> (21.02.2025).

recul des projets de construction ainsi que la baisse des exportations, principalement à destination de la Chine.³

Le taux d'inflation a nettement diminué en Allemagne en 2024 par rapport à l'année précédente. Alors qu'en 2023, l'inflation s'élevait encore à 5,9%, elle n'atteint plus que 2,2% pour 2024. Après avoir à nouveau fortement augmenté en 2023, le prix des produits énergétiques s'est replié de 3,2% en 2024. En revanche, les services ont affiché un renchérissement particulièrement marqué de 3,8%.⁴ La Banque centrale européenne a réagi pour la première fois en juin 2024 à la baisse du taux d'inflation en baissant les taux d'intérêt.⁵ Au terme de cinq autres baisses dont la dernière date de mars 2025, le taux directeur se situe désormais à 2,65%.⁶

L'économie allemande va rester profondément influencée par ses deux plus grands partenaires commerciaux que sont la Chine et les États-Unis. En 2024, la croissance chinoise de 5% a été légèrement moins forte qu'en 2023, où elle avait atteint 5,2%, et n'a réussi que de justesse à atteindre son objectif de 5%. En revanche, le produit intérieur brut, qui avait subi un recul au deuxième et au troisième trimestres, s'est à nouveau rétabli en fin d'année.⁷ Par ailleurs, l'économie chinoise a enregistré une hausse des exportations d'avril à décembre 2024 qui a fini par atteindre 10,7%, après un recul prononcé de 5% l'année précédente.⁸ Toutefois, les relations commerciales entre la Chine et les États-Unis se sont nettement refroidies en 2024, notamment suite à la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. L'imposition supplémentaire par les États-Unis de droits de douane sur les produits chinois à hauteur de 10% en février 2025 annonce l'imminence de difficultés considérables pour les exportations chinoises.⁹ En outre, les échanges entre l'Allemagne et la Chine ont régressé de 3,1% au cours de l'exercice, faisant ainsi des États-Unis le principal partenaire commercial de l'Allemagne en 2024, ce qui n'avait plus été le cas depuis 2015.¹⁰ En conséquence, les prévisions pour le potentiel de croissance de la Chine en 2025 sont plutôt pessimistes, avec une moyenne de 4,4%.¹¹

En 2024, l'économie des États-Unis a enregistré un essor total de 2,8%, notamment après la réélection de Donald Trump à la présidence.¹² Comme en Allemagne, l'inflation aux États-Unis a reculé par rapport à l'année précédente.¹³ C'est pourquoi, aux États-Unis également,

³ Hamburgisches WeltWirtschaftsinstitut. (Décembre 2024). Prévisions conjoncturelles pour l'Allemagne pour l'hiver 2024. https://www.hwwi.org/wp-content/uploads/2024/12/HWWI_Konjunkturprognose_4_2024.pdf (31.03.2025).

⁴ Office fédéral allemand de la statistique. (16.01.2025). Taux d'inflation de +2,2% en 2024. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/01/PD25_020_611.html (20.02.2025).

⁵ Banque centrale européenne. (06.06.2024). Décisions de politique monétaire. <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2024/html/ecb.mp240606~2148ecdb3c.de.html> (20.02.2025).

⁶ Banque centrale européenne. (06.03.2025). Décisions de politique monétaire. <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2025/html/ecb.mp250306~d4340800b3.de.html> (12.03.2025).

⁷ Statista. (17.01.2025). Chine : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel entre le 4^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2024. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/179388/umfrage/wachstum-des-bruttoinlandsprodukts-bip-in-china-nach-quartalen/> (21.02.2025).

⁸ Statista. (14.02.2025). Chine : évolution relative du volume des exportations entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/173902/umfrage/veraenderung-der-monatlichen-exporte-aus-china-gegenueber-dem-vorjahresmonat/> (21.02.2025).

⁹ U.S. Customs and Border Protection, Department of Homeland Security. (05.02.2025). Mise en œuvre de droits de douane supplémentaires sur les produits de la République populaire de Chine conformément au décret exécutif présidentiel du 1^{er} février 2025 imposant des droits de douane afin de lutter contre la chaîne d'approvisionnement des opiacés synthétiques en République populaire de Chine. <https://www.federalregister.gov/documents/2025/02/05/2025-02293/implementation-of-additional-duties-on-products-of-the-peoples-republic-of-china-pursuant-to-the> (21.02.2025).

¹⁰ Office fédéral allemand de la statistique. (19.02.2025). Au bout de neuf ans, les États-Unis redeviennent en 2024 le principal partenaire commercial de l'Allemagne. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/02/PD25_063_51.html (21.02.2025).

¹¹ Institut de l'économie allemande. (21.02.2025). Objectif de 5% tout juste atteint : la croissance de la Chine s'essouffle. <https://www.iwkoeln.de/studien/gero-kunath-chinas-wachstum-geht-die-puste-aus.html> (21.02.2025).

¹² Bureau of Economic Analysis. (30.01.2025). Produit intérieur brut, 4^e trimestre et année 2024 (estimations prévisionnelles). <https://www.bea.gov/news/2025/gross-domestic-product-4th-quarter-and-year-2024-advance-estimate> (21.02.2025).

¹³ Statista. (14.01.2025). Taux d'inflation mensuel sur 12 mois aux États-Unis entre novembre 2020 et novembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/273418/unadjusted-monthly-inflation-rate-in-the-us/> (24.02.2025).

le taux directeur a été abaissé à plusieurs reprises à partir de septembre 2024.¹⁴ La progression du produit intérieur brut en 2024 a été de 0,7% dans la zone euro et de 0,9% dans l'UE,¹⁵ ce qui représente dans les deux cas une amélioration par rapport à 2023. Le taux de chômage pour l'ensemble de l'UE atteignait 5,9% en novembre 2024, soit un total d'environ 13 millions de chômeurs. Avec 6,3%, le taux de chômage dans la zone euro a une nouvelle fois dépassé le niveau de l'UE, comme en 2023.¹⁶

En résumé, on peut dire que le volume des émissions de la SGE dépend dans une large mesure de différents facteurs macroéconomiques. Parmi les éléments les plus importants figure la volatilité des marchés, qui influe directement sur les activités commerciales et est donc également susceptible d'accroître l'activité d'émission de la SGE. Les investisseurs sont souvent plus actifs en périodes de forte volatilité des marchés, ce qui entraîne une hausse des chiffres d'affaires commerciaux et favorise ainsi le volume des émissions. Il ne faut pas oublier par ailleurs le rôle de la croissance économique, notamment du produit intérieur brut (PIB). Une hausse du PIB encourage généralement la consommation et les investissements, ce qui, par ricochet, a un effet positif sur les chiffres d'affaires commerciaux et donc sur le volume des émissions.

II. Évolution des affaires

Durant l'exercice 2024, l'activité d'émission a augmenté de 29,4% par rapport à l'année précédente (2024 : 704 342 produits émis ; 2023 : 544 197 produits émis). La progression de l'activité d'émission est due à une forte activité de la clientèle qui a entraîné une extension de l'offre.

En 2024, 31 345 produits de placement ont été émis au total (contre 28 925 l'année précédente). Parmi les produits sans protection du capital, 15 012 ont été émis en tant que certificats discount, 13 068 en tant que certificats bonus, 2 492 en tant que prêts sur actions, 383 en tant que certificats indiciaires / de participation et 7 en tant que certificats express. Parmi les produits avec protection du capital, 383 ont été émis en tant que certificats à protection du capital.

Par ailleurs, 672.997 produits à effet de levier ont été émis (515 272 l'année précédente). Outre 463 119 produits avec knock-out, 157 601 produits ont été émis en tant que warrants et 52 277 en tant que certificats facteur parmi les produits sans knock-out.

Les opérations d'émission ont concerné à 79% le marché allemand et à 21% les marchés étrangers (dont 49% pour la France, 30% pour le marché scandinave, 9% pour la Suisse, 3% pour le Benelux, 4% pour le marché ibérique et 5% pour l'Italie).

La filiale ALD Finanz Lease GmbH, Hambourg, acquise en 2017, a réussi à se maintenir dans un environnement de marché toujours difficile, mais a subi un recul de ses bénéfices qui découle pour l'essentiel d'un faible encours de leasing, de faibles volumes de crédit de la filiale BDK ainsi que de faibles résultats découlant de la vente d'objets loués à l'expiration du contrat.

Compte tenu de l'extension de l'activité d'émission, l'évolution globale de l'exercice peut être jugée positive.

¹⁴ Statista. (04.02.2025). Taux effectif des fonds fédéraux mensuels aux États-Unis de juillet 1954 à janvier 2025. <https://www.statista.com/statistics/187616/effective-rate-of-us-federal-funds-monthly/> (24.02.2025).

¹⁵ Eurostat. (14.02.2025). Progression de 0,1% du PIB ainsi que de l'emploi dans la zone euro. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-14022025-ap> (24.02.2025).

¹⁶ Eurostat. (07.01.2025). Taux de chômage de 6,3% dans la zone euro. <https://ec.europa.eu/eurostat/de/web/products-euro-indicators/w/3-07012025-bp> (24.02.2025).

III. Situation de l'actif, des résultats et situation financière

a) Situation de l'actif

Le total du bilan s'est réduit de 3 139 millions d'euros par rapport à l'année précédente, pour se fixer désormais à 23 936 millions d'euros. Cette réduction s'explique principalement par la diminution du volume d'émissions dans le domaine des warrants et de la fortune fiduciaire. Cette réduction découle du poste du bilan "Autres actifs" à hauteur de KEUR 18.126.129 (année précédente : KEUR 20.909.812) ainsi que du poste "Actifs fiduciaires" à hauteur de KEUR 365.610 (année précédente : KEUR 587.776). Elle est principalement due au fait que pour l'exercice 2024, de nombreux produits des warrants sont arrivés à échéance, ce qui entraîne un recul du total du bilan au 31 décembre 2024.

Le bilan comporte pour l'essentiel les certificats émis (poste Dettes de certificats émis) ainsi que les opérations de couverture conclues dans ce contexte (poste Créances envers les entreprises liées découlant du placement de produits d'émissions), les warrants émis (poste Autres dettes) et les opérations de couverture conclues dans ce contexte (poste Autres actifs). La valeur de ces postes du bilan varie en fonction du nombre et du montant nominal des titres émis ainsi que de leurs opérations de couverture.

La Société a inscrit au bilan, sous Placements financiers, les parts détenues dans les entreprises liées acquises au 1^{er} janvier 2017 (ALD Lease Finanz GmbH et Société Générale Securities Services GmbH). Eu égard aux parts de la Société Générale Securities Services GmbH, l'amortissement effectué à 1,00 EUR du prix d'achat se montant à 515 KEUR a été conservé en raison du résultat futur escompté suite à l'arrêt de l'activité commerciale opérationnelle au 31 décembre 2023.

Le capital social de la Société Générale Effekten GmbH s'élève toujours à 26 KEUR (26 KEUR l'année précédente). En outre, la Société dispose de bénéfices reportés d'un montant de 1 138 KEUR (1 138 KEUR l'année précédente). Ses capitaux propres sont restés inchangés par rapport à l'année précédente, étant donné qu'elle a conclu avec la Société Générale de Francfort un contrat de transfert de bénéfices au 1^{er} janvier 2016, si bien que les bénéfices réalisés ou les pertes enregistrées sont respectivement transférés à la Société Générale de Francfort ou compensées par celle-ci.

Des créances existent envers la Société Générale S.A., succursale de Francfort, ainsi qu'envers la Société Générale S.A., Paris, notamment en liaison avec les opérations d'émission. Il existe en outre des créances envers l'ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg et envers la Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, découlant des contrats de transfert de bénéfices conclus respectivement le 26 septembre 2017 et le 1^{er} décembre 2017. Il n'existe pas de risques de défaillance majeurs de la Société Générale Effekten GmbH à l'égard de tiers, ces risques étant couverts par la garantie globale de la Société Générale S.A., Paris.

Les dettes sont essentiellement dues à l'émission de certificats et de warrants ainsi qu'à un prêt obtenu de la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour l'achat, au 1^{er} janvier 2017, des filiales Société Générale Securities Services GmbH, Aschheim, et ALD Lease Finanz GmbH, Hambourg.

La situation de l'actif au cours de l'exercice a été régulière.

b) Situation des résultats

Les produits de la vente des warrants et des certificats émis sont toujours identiques aux charges de l'achat des opérations de couverture correspondantes, si bien que la Société ne réalise elle-même aucun bénéfice à partir de son activité d'émission. Les flux de paiement découlant de la résiliation de la relation de couverture sont comptabilisés sans impact sur le résultat conformément à la recommandation RS HFA 35 ch. 86 de l'Institut allemand des experts-comptables (IDW), dans la mesure où ils se compensent.

Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change.

Le chiffre d'affaires à hauteur de 8 633 KEUR (8 041 KEUR l'année précédente) concerne les reprises de coûts de services dans le cadre d'une méthode « cost-plus » avec une majoration pour coûts administratifs de 5% par la Société Générale S.A., Paris, pour un montant de 6 769 KEUR, ainsi que par la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 1 864 KEUR.

Les charges de personnel ainsi que les autres charges d'exploitation sont répercutées sur la Société Générale S.A., Paris ainsi que sur la Société Générale S.A., succursale de Francfort, sur la base d'une réglementation « cost-plus ». Il existe une augmentation des autres charges d'exploitation de 25 KEUR.

Les intérêts et charges assimilées reposent pour l'essentiel sur le paiement d'intérêts pour le prêt accordé en décembre 2016 par la Société Générale de Francfort en vue de l'acquisition des filiales.

En raison du contrat de transfert de bénéfices conclu avec la Société Générale de Francfort et prenant effet au 1^{er} janvier 2016, la Société n'affiche aucun excédent ni aucun déficit pour l'exercice au 31 décembre 2024.

La situation des résultats au cours de l'exercice a été régulière.

c) Situation financière et de trésorerie

La nature et l'exécution des activités de la Société sont conçues de manière à garantir une situation financière constamment équilibrée.

Les dettes découlant de l'émission de certificats et de warrants sont couvertes en permanence par des instruments financiers présentant des échéances concordantes, libellés dans les mêmes devises et identiques en termes de risque de prix.

Les opérations ayant des incidences sur les flux financiers concernent les émissions et leurs opérations de couverture, le règlement des charges de personnel et des autres charges d'exploitation ainsi que leur répercussion sur la Société Générale S.A., Paris, et sur la Société Générale de Francfort.

En raison du remboursement intégral par la société mère de tous les frais supportés lors de l'émission, la Société dispose de liquidités suffisantes et est en mesure d'honorer toutes ses obligations de paiement.

À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre 2024, la Société affichait une dette envers la Société Générale de Francfort pour un montant de 407 223 KEUR, qui est inscrite sous le poste Dettes envers les entreprises liées. À la date d'arrêté des comptes, le 31 décembre

2024, la Société avait une créance découlant des conventions « cost-plus » pour un montant de 1 561 KEUR envers la Société Générale de Francfort ainsi que pour un montant de 841 KEUR envers la Société Générale S.A.

Au titre des contrats de transfert de bénéfices existants, la Société a des créances envers l'ALD Lease Finanz GmbH pour un montant de 32 627 KEUR ainsi que des dettes envers la Société Générale Securities Services GmbH pour un montant de 5 623 KEUR et des dettes envers la Société Générale de Francfort pour un montant de 32 698 KEUR.

La Société peut recourir à une ligne de crédit accordée par la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 10 000 KEUR, qui était sollicitée à hauteur de 4 352 KEUR à la date de l'arrêté des comptes. En outre, la Société Générale S.A., Paris, a promis à la Société, par lettre d'intention en date du 30 avril 2015, de couvrir les risques d'illiquidité découlant de charges ainsi que des opérations d'émission.

La situation de trésorerie durant l'exercice a été régulière.

Le groupe Société Générale souligne la solidité de son bilan (ratio CET1 de 13,3% au 31 décembre 2024), qui offre une réserve de l'ordre de 310 points de base au-dessus des exigences réglementaires et consolide encore sa bonne position de liquidité affichant un ratio LCR de 156% à la fin décembre 2024. La Société Générale S.A., Paris, proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende de 1,09 euro par action.

IV. Indicateurs de performance financiers / non financiers

D'une part, la Société a uniquement une fonction d'émission sans solvabilité propre et ses produits proviennent de conventions « cost-plus » conclues avec la Société Générale S.A., Paris, ainsi qu'avec la Société Générale de Francfort. D'autre part, elle peut tirer ses produits des parts qu'elle détient. La gestion du véhicule d'émissions repose sur « l'engineering » de nouveaux produits et sur le placement ciblé de titres auprès des investisseurs qui en découle. La gestion des filiales est assurée sous leur responsabilité propre. L'indicateur retenu pour la performance de la SGE est le volume des émissions mesuré en fonction du nombre de produits.

La gestion interne de la Société fait pour l'essentiel appel aux systèmes et aux procédures de contrôle de la société mère. Dans le souci d'augmenter l'efficacité opérationnelle, la société mère adapte en permanence les systèmes et les processus de contrôle existants et complète ces contrôles si besoin est. Les processus de comptabilité financière et leur contrôle sont vérifiés en permanence et adaptés en fonction des besoins. Il n'existe pas d'autres indicateurs de performance non financiers.

C. Rapport sur l'évolution future de l'entreprise ainsi que sur ses opportunités et ses risques

I. Évolution probable de l'entreprise (rapport prévisionnel)

Les facteurs qui ont pesé sur l'année 2024 et ont notamment entraîné un recul du produit intérieur brut continueront à se faire sentir sur l'économie allemande en 2025. Néanmoins, l'Allemagne pourrait connaître une légère reprise économique au premier trimestre. Alors que les investissements restent faibles en raison d'incertitudes persistantes, de conditions de financement difficiles et d'un faible taux d'exploitation des capacités, la demande commence

depuis peu à se ranimer dans le secteur de la construction et dans l'industrie. En raison de fortes hausses de salaires, la consommation des particuliers présente un important potentiel d'accroissement des dépenses de consommation, tout en étant atténuée par les perspectives plutôt négatives du marché de l'emploi. L'évolution des exportations, très défavorable en dernier lieu et pouvant atteindre -8,5%, pourrait à nouveau s'alléger au premier trimestre.¹⁷ Toutefois, les États-Unis ont récemment annoncé de forts droits de douane supplémentaires sur les produits de l'UE qui risquent de peser lourdement sur les exportations allemandes.¹⁸ Pour l'ensemble de l'année 2025, l'Allemagne, selon les prévisions, peut s'attendre à une croissance économique faible de 0,3%.¹⁹ Pour l'essentiel, la tendance à la stagnation continue cependant à s'imposer.

En janvier 2025, l'inflation en Allemagne a été de 2,3% par rapport au même mois de l'année précédente, c'est-à-dire 0,2% en dessous de son niveau de la fin de l'année. Cette évolution est sans doute principalement due à la hausse plus modérée des prix des denrées alimentaires et à la baisse des prix de l'énergie. En revanche, les prix des services continuent à avoir un effet inflationniste, comme cela a été le cas durant toute l'année 2024. Par rapport à janvier 2024, on a observé une hausse des prix des services de 4%, nettement supérieure au taux de renchérissement global.²⁰ Pour la suite de l'année, les prix des denrées alimentaires devraient à nouveau progresser plus fortement, l'influence de la baisse des prix de l'énergie sur le taux d'inflation global devrait s'atténuer et le niveau des prix des services ne devrait régresser que lentement. C'est pourquoi le taux d'inflation restera sans doute élevé en 2025, tout en se rapprochant encore de l'objectif de 2%.²¹

Depuis janvier 2025, le taux directeur, après des baisses répétées, est de 2,65%. Le Conseil de la BCE est optimiste quant à l'évolution de la désinflation et escompte également atteindre l'objectif de 2% qui doit être stabilisé durablement. Néanmoins, la Banque centrale européenne ne souhaite plus s'engager sur la voie d'une évolution univoque des taux. Les décisions concernant les taux d'intérêt doivent être prises d'une réunion à l'autre en s'appuyant sur des informations et des données actuelles. Au vu de l'évolution positive de la désinflation, la Banque centrale européenne mise pour 2025 sur une inflation ramenée en moyenne à seulement 2,1%.²²

En janvier 2025, le taux de chômage a progressé de 0,4% par rapport au mois précédent, pour se fixer à 6,4%, ce qui correspond à 186 000 chômeurs de plus. Le nombre de chômeurs a ainsi totalisé 2 993 000 en janvier, dépassant ainsi de 187 000 le total des chômeurs en janvier de l'année précédente.²³ En moyenne annuelle sur 2024, le taux de chômage a été de

¹⁷ Statista. (07.02.2025). Évolution du volume des exportations allemandes par rapport au même mois de l'année dernière, entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/1304303/export-volume-monthly-change-germany/> (27.02.2025), Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). La conjoncture en Allemagne. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=konjunktur-in-deutschland-950650> (25.02.2025).

¹⁸ Parlement européen. (13.02.2025). Échanges entre l'UE et les États-Unis : incidences possibles de nouveaux droits de douane sur l'Europe. <https://www.europarl.europa.eu/topics/de/article/20250210STO26801/handel-zwischen-der-eu-und-den-usa-mogliche-auswirkungen-neuer-zolle-auf-europa#warenhandel-3> (27.02.2025).

¹⁹ Statista. (27.01.2025). Prévisions du FMI : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans les principaux pays industrialisés et émergents de 2023 à 2026. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/38043/umfrage/prognose-zur-entwicklung-des-bip-in-ausgewaehlten-laendern/> (24.02.2025).

²⁰ Office fédéral allemand de la statistique. (13.02.2025). Taux d'inflation de +2,3% en janvier 2025. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2025/02/PD25_055_611.html (24.02.2025).

²¹ Deutsche Bundesbank. (13.12.2024). Prévisions pour l'Allemagne : perspectives économiques nettement assombries – l'inflation retombe à 2%. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-dezember-2024-947558?article=deutschland-prognose-wachstumsausblick-deutlich-eingetruebt-inflation-geht-zurueck-auf-2--947440> (24.02.2025).

²² Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). Politique monétaire et opérations bancaires. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=geldpolitik-und-bankgeschaef-950646> (25.02.2025).

²³ Agence fédérale allemande du travail. (31.01.2025). Le marché du travail en janvier 2025. <https://www.arbeitsagentur.de/presse/2025-06-arbeitsmarkt-im-januar-2025> (25.02.2025).

6,0%, soit 0,3% de plus qu'en 2023.²⁴ En 2025, les prévisions tablent sur une progression probable du taux de chômage dans tous les Länder, ce qui portera le taux de chômage à 6,1%.²⁵

L'Allemagne est au cœur de la stratégie de croissance du groupe Société Générale, comme en témoigne l'activité d'émission, puisque 79% des produits sont émis en Allemagne.

La Direction s'attend à une progression modérée du volume des émissions, augmentant de 5% à 10% par rapport à 2024. Comme dans les années passées, une vaste gamme de warrants et de certificats sera proposée en 2025. En particulier, la présence européenne sera encore consolidée. Étant donné la volatilité du marché, il convient de continuer à miser sur un volume accru d'émissions ultérieures de turbo warrants en cas de violation des barrières.

Pour 2025, la Société table sur une contribution au résultat émanant de l'ALD Lease Finanz GmbH à hauteur de 39,3 millions d'euros ainsi que sur des charges découlant de la reprise des pertes du résultat de la Société Générale Securities Services GmbH à hauteur d'environ 0,2 millions d'euros au titre des contrats de transfert de bénéfices conclus.

Compte tenu des intérêts échus pour les prêts contractés, pour un montant d'environ 7,0 millions d'euros, et des remboursements dus au titre des conventions « cost-plus », la Société escompte donc un résultat d'environ 32,1 millions d'euros avant le transfert des bénéfices à la Société Générale de Francfort.

Grâce à la ligne de crédit ouverte auprès de la Société Générale S.A., succursale de Francfort, pour un montant de 10 millions d'euros, aucune pénurie de liquidités n'est attendue.

II. Rapport de risques

La situation de la Société sur le plan des risques est marquée par la structure transparente de ses activités ainsi que par son étroite intégration au sein du groupe Société Générale. La gestion des risques des opérations sur les warrants et les certificats tient compte du fait que tous les risques encourus sont assumés par la société mère dans le cadre d'une « garantie globale ».

Au cours de l'exercice 2024, les effets potentiels des risques de durabilité sur la SGE, y compris ses filiales ALD Lease Finanz GmbH et Société Générale Securities Services GmbH, ont été pris en compte. Les risques de durabilité sont des événements ou des circonstances touchant à l'environnement, au domaine social ou à la gouvernance des entreprises dont la survenance a ou est susceptible d'avoir des retombées négatives sur la situation des actifs, la situation financière ou les résultats ainsi que sur la réputation de l'ALD Lease Finanz GmbH. Ces risques incluent les risques liés au climat sous la forme de risques physiques et de risques de transactions. Les risques de durabilité sont pris en considération dans les types de risques correspondants.

Les risques susceptibles de survenir au cours de l'exercice 2024 étaient les suivants :

²⁴ Agence fédérale allemande du travail. (03.01.2025). Rétrospective sur l'année 2024. <https://www.arbeitsagentur.de/presse/2025-02-jahresueckblick-2024> (25.02.2025).

²⁵ Institut de recherche sur le marché du travail et les professions. (07.10.2024). Faiblesse de l'évolution des marchés régionaux du travail. <https://doku.iab.de/kurzber/2024/kb2024-20.pdf> (25.02.2025).

Risques de contrepartie

La Société n'est pas exposée à des risques de règlement étant donné que les paiements découlant de la vente des titres émis et de l'achat des opérations de couverture ainsi que les paiements liés à l'exercice des titres se compensent toujours mutuellement. Les créances découlant des opérations de sens contraire finalisées sont exclusivement dues par la Société Générale S.A., Paris. La solvabilité de cette dernière et de ses filiales est déterminante pour l'évaluation des risques de la Société.

L'importance croissante potentielle des empreintes CO2 sur les marchés financiers pourrait avoir une incidence négative sur le modèle commercial si les mécanismes de prix prenaient en considération ces facteurs ESG plus tôt ou plus largement que l'évolution du portefeuille de crédits, ce qui renchérirait ou réduirait les sources de financement.

Risques du marché

Tous les risques du marché découlant des warrants et des certificats émis sont entièrement couverts par des opérations de couverture conclues avec la Société Générale S.A., Paris. Par conséquent, la Société n'est pas exposée à des risques de variation des prix ni à des risques de change, pas plus qu'à des risques de variation des taux d'intérêt.

Risques d'illiquidité

La surveillance quotidienne des flux de paiement ainsi que l'étroite concertation avec les services de back-office de la Société Générale S.A., Paris, garantissent que la Société est à tout moment en mesure d'honorer ses obligations de paiement. Compte tenu de l'intégration au sein du groupe Société Générale, de la couverture des émissions par des opérations directes en sens contraire avec la Société Générale S.A., Paris, ainsi que des conventions « cost-plus » existantes en liaison avec les frais d'émission et de gestion, aucun risque d'illiquidité n'est relevé actuellement.

Risques opérationnels

Pour la surveillance et le contrôle des risques opérationnels, la Société Générale S.A., Paris, a développé des processus et des systèmes qui sont appliqués par la Société Générale Effekten GmbH. Ceux-ci reposent essentiellement sur le principe de la surveillance permanente. Les processus sont documentés dans des applications spécialement prévues à cet effet et sont évalués d'après des critères prédéfinis afin d'exclure des pertes découlant de risques opérationnels. Les risques liés au climat doivent également être inclus aux côtés des risques opérationnels.

Les risques liés au climat se subdivisent en quatre sous-catégories : risques physiques (conséquences des événements météorologiques extrêmes et des modifications à long terme des conditions climatiques et écologiques), risques d'atténuation (mesures légales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre), risques de transition (risques découlant des processus d'adaptation) et risques d'adaptation (mesures destinées à préparer la société et l'environnement aux incidences de la crise climatique). Les risques les plus importants pour la société peuvent découler de risques physiques. Afin de réduire ces risques, des mesures ont été prises dans le cadre du plan de continuité des activités (PCA) pour maintenir le déroulement parfait des affaires en cas de perturbation des infrastructures.

Les processus externalisés dans les centres de service de Bangalore et de Bucarest sont soumis aux mêmes règles et aux mêmes principes que ceux valables pour la Société Générale Effekten GmbH. Le respect des processus prédéfinis est garanti par le biais de comités standardisés et d'indicateurs clés de processus (« key process indicators (KPI) »).

Grâce aux mesures et aux processus décrits, il a été possible de garantir que la Société ne soit exposée, au cours de l'exercice 2024, à aucun risque opérationnel notable dans les domaines suivants :

- déclarations prudentielles
- risques liés aux technologies de l'information
- risques d'externalisation
- risques de fraude.

Aucune variation essentielle des risques n'a été constatée par rapport à l'année précédente. Actuellement, aucun risque ne semble susceptible de compromettre la poursuite de l'activité de la Société. Les risques opérationnels ont été limités grâce à la possibilité du télétravail, le personnel pouvant travailler à domicile avec un accès VPN sécurisé.

La présentation de la conception de nouveaux produits décrite dans le rapport d'opportunités ne révèle ni risques existants ni nouveaux risques. Ni le conflit entre l'Ukraine et la Russie ni le conflit au Moyen-Orient ni même l'inflation élevée n'ont eu d'incidences sérieuses sur l'ensemble des opérations.

Les relations de couverture entre les certificats et warrants émis ou les opérations de sens contraire sont toujours représentées de manière totalement symétrique.

Il existe assurément par principe des risques de défaut de conformité avec les lois et règlements applicables, mais il convient de relever que l'étendue des normes à respecter n'est pas significative pour la SGE, en tant qu'entité non régulée. La SGE est pleinement intégrée à la gouvernance à l'échelle du groupe, ce qui concerne la mise en œuvre des règles fixées par écrit (Code de SG), les contrôles et l'analyse des risques. Pour l'exercice 2024, nous n'avons connaissance d'aucune infraction aux exigences légales auxquelles la SGE est tenue de se conformer.

En matière de cybersécurité, un recul du risque de cybercriminalité a été observé pour 2024. L'application systématique du plan stratégique de cybersécurité du groupe permet de continuer à accroître la cybersécurité, également dans la SGE.

Risques juridiques potentiels

La Société est exposée à des risques découlant de litiges ou de procédures en justice impliquant des investisseurs, des pouvoirs publics ou des partenaires commerciaux, auxquels nous sommes parties actuellement ou nous pourrions le devenir à l'avenir. En outre, la Société et ses produits sont constamment soumis à des contrôles fiscaux et prudentiels. L'issue des contrôles et des procédures actuellement en instance ou à venir est imprévisible, de sorte que des décisions prises par des tribunaux ou par des autorités ou la conclusion de compromis pourraient entraîner des charges non couvertes ou non intégralement couvertes par des prestations d'assurance, et ayant des incidences sur la Société et sur ses résultats. Les risques juridiques essentiels sont couverts par des contre-garanties de la Société Générale S.A. de Francfort.

III. Rapport d'opportunités

L'évolution récemment très défavorable des exportations, allant jusqu'à -8,5%, pourrait être moins vive au premier trimestre.²⁶ Toutefois, les États-Unis ont annoncé il y a peu l'imposition de droits de douane supplémentaires élevés sur les produits de l'UE, ce qui pourrait à nouveau frapper de plein fouet les exportations allemandes.²⁷ Sur l'ensemble de l'année, le FMI s'attend à une croissance économique faible de 0,3%.²⁸ Ces perspectives économiques incertaines ont des incidences directes sur les stratégies de placement des investisseurs.

Pour mettre à la disposition des investisseurs la meilleure sélection possible de produits, la gamme de produits est adaptée quotidiennement aux réalités du marché. L'incertitude de l'économie pourrait inciter les investisseurs à déplacer leur focalisation des secteurs traditionnels à des secteurs alternatifs susceptibles d'être moins touchés par les difficultés actuelles. Par voie de conséquence, des opportunités s'offrent à la SGE pour proposer une plus large gamme de produits adaptés aux nouvelles préférences des investisseurs.

La stratégie des entreprises vise à identifier les opportunités suffisamment tôt, à les évaluer à l'aide de notre système de gestion des risques ou de l'appréciation des ressources et à les mettre à profit par des mesures appropriées pour développer la société avec succès. Surtout face à la volatilité de l'environnement de marché, il est essentiel de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et de développer des produits novateurs adaptés aux divers secteurs et aux diverses tendances de placement.

Sur la base de l'activité de la Société en tant que véhicule d'émissions au sein du groupe de la Société Générale S.A., Paris, qui couvre tous les risques par des opérations de couverture, la conception de nouveaux produits est placée sous la houlette d'un New Product Committee (NPC) convoqué dans chaque cas d'espèce au niveau de la Société Générale S.A., Paris. Dans ce contexte, tous les départements participant au processus d'émission indiquent leurs exigences et leurs allocations de ressources respectives.

En particulier dans un contexte de volatilité du marché, il est essentiel de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et de développer des produits innovants axés sur les divers secteurs et les diverses tendances de placements.

L'observation inclut tous les facteurs pertinents pour la Société tels que les marchés, la situation de la concurrence, l'orientation stratégique, l'organisation existante, le personnel, le potentiel de traitement technique du back-office ainsi que la taille des volumes. Les risques de l'exercice 2025 ont été analysés dans cette optique et la gestion des risques a été adaptée en conséquence.

Dans les circonstances actuelles, notamment vu le conflit entre l'Ukraine et la Russie, le conflit au Moyen-Orient, les restrictions commerciales potentielles liées aux droits de douane et l'inflation élevée, il est difficile de se prononcer sur les perspectives pour l'exercice 2025. La Direction table néanmoins sur une évolution toujours positive.

²⁶ Statista. (07.02.2025). Évolution du volume des exportations allemandes par rapport au même mois de l'année précédente, entre décembre 2023 et décembre 2024. <https://www.statista.com/statistics/1304303/export-volume-monthly-change-germany/> (27.02.2025), Deutsche Bundesbank. (24.02.2025). La conjoncture en Allemagne. <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-februar-2025-928514?article=konjunktur-in-deutschland-950650> (25.02.2025).

²⁷ Parlement européen. (13.02.2025). Échanges entre l'UE et les États-Unis : répercussions possibles de nouveaux droits de Douane sur l'Europe. <https://www.europarl.europa.eu/topics/de/article/20250210STO26801/handel-zwischen-der-eu-und-den-usa-mogliche-auswirkungen-neuer-zolle-auf-europa#warenhandel-3> (27.02.2025).

²⁸ Statista. (27.01.2025). Prévisions du FMI : croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans les principaux pays industrialisés et émergents de 2023 à 2026. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/38043/umfrage/prognose-zur-entwicklung-des-bip-in-ausgewaehlten-laendern/> (24.02.2025).

Un contexte de volatilité des marchés marqué par les incertitudes et les tensions géopolitiques pourrait même ouvrir des opportunités à la SGE. La volatilité accrue peut aboutir à une hausse des activités commerciales, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur le volume des émissions. Dans de telles périodes, les investisseurs recherchent souvent des produits de placement diversifiés et des solutions innovantes pour protéger leurs portefeuilles ou profiter des mouvements des marchés.

En outre, l'adaptation proactive de la gamme de produits à l'évolution des conditions de marché permet à la SGE de réagir avec souplesse aux besoins des investisseurs et d'exploiter de nouvelles possibilités d'affaires. Cette approche stratégique, combinée à une gestion robuste des risques, pourrait mettre la SGE en mesure de profiter des défis du marché tout en préservant les intérêts des investisseurs.

Globalement, la Direction table donc sur la possibilité d'une évolution positive des affaires en 2025, malgré les incertitudes qui prévalent.

D. Système de contrôle interne et de gestion des risques pour le processus de présentation des comptes

Le groupe Société Générale est soumis à la surveillance de l'Autorité française de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ainsi que, depuis le 4 novembre 2014, à celle de la Banque centrale européenne (BCE). Il est en outre soumis aux dispositions de la réglementation bancaire française qui prescrit un standard minimum pour chacune des unités du groupe.

Dans la mesure où les réglementations légales locales applicables prévoient des dispositions plus rigoureuses que les lois françaises, ce sont ces dispositions plus sévères qui s'appliquent.

Le système de contrôle interne (SCI) repose sur le modèle des trois lignes de défense (three lines of defence model), qui est adapté en permanence aux exigences les plus récentes.

PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE

La première ligne de défense (LOD1) est constituée par le niveau des unités commerciales (BU) et des unités de soutien (SU). Celles-ci contractent des risques et assument la responsabilité directe de la poursuite de l'exploitation au niveau opérationnel. Les BU et les SU (y compris les unités stratégiques du groupe (Group SU) pour leurs propres activités) assument la responsabilité principale de l'évaluation des risques, des mesures de contrôle et de surveillance à l'intérieur du domaine qui les concerne ainsi que de la réalisation permanente des contrôles du premier niveau conformément aux normes, standards et procédures définis à la deuxième ligne de défense. La première ligne de défense fait appel aux procédures et aux systèmes de contrôle appropriés pour garantir l'identification des risques, leur analyse, leur mesure, leur contrôle et leur réduction, compte tenu de la propension au risque du groupe et dans le respect de toutes les exigences externes et internes applicables aux activités commerciales concernées. Dans ce but, la direction des BU et des SU ou la direction compétente pour les processus commerciaux prend, autant que nécessaire, les mesures suivantes :

- affectation des ressources requises et suffisantes pour la réalisation des contrôles du premier niveau ;
- fixation des processus de contrôle normatifs du premier niveau (LOD1) afin de garantir la réalisation des objectifs de contrôle dans un rapport approprié avec la propension au risque ;
- garantie de l'établissement, de la mise en œuvre et de la surveillance des contrôles du premier niveau ;
- surveillance de la qualité d'exécution ainsi que de l'adéquation des résultats rapportés ;
- vérification régulière de l'adéquation des contrôles et application des changements nécessaires, notamment en cas de modification des activités commerciales et des risques y afférents en raison de nouvelles dispositions légales ;
- validation trimestrielle des mesures de contrôle au niveau du management ;
- communication du résultat des contrôles.

Par ailleurs, il incombe à la gestion opérationnelle de donner à tous les employés qui en dépendent les informations et les formations appropriées relatives à leurs compétences en matière de gestion et de contrôle des risques.

DEUXIÈME LIGNE DE DÉFENSE

Les unités chargées du risque, de la conformité et des finances constituent la deuxième ligne de défense (LOD2) et sont responsables de l'identification, de l'évaluation, de l'analyse, de la mesure, de la surveillance et de la gestion de tous les risques ainsi que des comptes rendus corrects incluant la mise à disposition d'un récapitulatif des risques par les unités du groupe concernées. Cela comprend la fixation de normes, standards et procédures appropriés, compte tenu du cadre opérationnel des risques, ainsi que la mise à disposition d'indicateurs essentiels et d'analyses destinés à la surveillance générale des risques. Par ailleurs, elles sont responsables de l'évaluation du profil de risque du groupe et de l'efficacité du cadre opérationnel des risques au niveau des BU et des SU. Les trois SU surveillent et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les BU afin de veiller à l'adéquation et à l'efficacité des processus et des contrôles au niveau de la première ligne de défense. Grâce aux activités de contrôle permanentes du deuxième niveau, elles garantissent l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents au premier niveau.

Dans ce contexte, les trois SU stratégiques assument les fonctions suivantes dans les domaines de risque qui leur sont attribués :

- fonction de contrôle à l'échelle du groupe
- activités de contrôle permanentes de deuxième niveau.

Au sein du département des finances (DFIN), la fonction de contrôle à l'échelle du groupe est répartie sur plusieurs sous-départements en fonction du processus concerné. Les compétences de chaque secteur (« process owners ») figurent dans la liste ci-après :

- Le secteur Comptabilité est compétent pour les processus en lien avec la production d'informations venant de la comptabilité.
- Le secteur Réglementation est compétent pour les processus en lien avec la production d'informations réglementaires ou prudentielles.
- Le secteur ALM est compétent pour les processus en lien avec la gestion des risques structurels.

- Le secteur Funding and Treasury est compétent pour les processus en lien avec la gestion du financement et des liquidités.
- Le secteur Gestion financière est compétent pour les processus en lien avec l'établissement de rapports et d'indicateurs de management ainsi que pour la gestion financière.
- Le secteur Communication financière est compétent pour les processus en lien avec la communication financière.
- Le secteur Vendor Payments est compétent pour les processus en lien avec le paiement des frais généraux et des fournisseurs.

TROISIÈME LIGNE DE DÉFENSE

Au sein de la Société Générale S.A., Paris, les équipes de contrôle de deuxième niveau font rapport aux Groupe SU compétentes. La fonction de contrôle pour les risques structurels au deuxième niveau incombe donc à la fonction de gestion des risques ou à la fonction de gestion financière (DFIN) sous la surveillance de la Risk Division.

Dans le cadre de la troisième ligne de défense, toutes les activités, toutes les opérations et tous les processus au niveau du groupe, sans exception, peuvent être soumis à un contrôle réalisé par les départements General Inspection ou Internal Audit (LOD3). Ceux-ci sont en outre habilités à contrôler les activités du groupe dans les pays qui ne possèdent aucun siège du groupe. L'externalisation de prestations est soumise à des contrôles réalisés par les départements General Inspection ou Internal Audit sous la houlette du General Inspections Committee (CIIG), ce qui signifie que plusieurs sociétés du groupe peuvent commanditer un seul et même contrôle d'un prestataire mandaté conjointement par elles.

PERMANENT CONTROL ACTIVITÉS DE CONTRÔLE PERMANENTES DU PREMIER NIVEAU

La réalisation des activités de contrôle permanentes du premier niveau est assurée au sein des BU dans le cadre des activités opérationnelles. Celles-ci garantissent la sécurité et la qualité des transactions et des activités opérationnelles. Ces activités de contrôle incluent toute une série de mesures permanentes qui assurent au niveau opérationnel le respect des prescriptions ainsi que des exigences de validation et de sécurité des transactions.

Les activités de contrôle permanentes incluent les points suivants :

- Systèmes de prévention des risques : ces mesures de contrôle ont lieu de manière régulière et continue ou passent par des processus automatisés dans le contexte de l'exécution des affaires. Cela inclut un plan-cadre de gestion des risques, c'est-à-dire des règles et des contrôles de sécurité (y compris automatisés) dans le cadre de l'exécution des affaires ou des contrôles dans le cadre des processus opérationnels.
- Activités de contrôle assurées par le management : les supérieurs hiérarchiques veillent au contrôle du bon fonctionnement de tous les systèmes relevant de leur domaine de responsabilité. Dans ce cadre, les procédures formelles réalisées régulièrement garantissent le respect des prescriptions et des procédures par le personnel ainsi que la réalisation efficace des contrôles de premier niveau. Les activités de contrôle des

supérieurs hiérarchiques consistent essentiellement en adaptations des contrôles essentiels découlant des contrôles normatifs standard.

Les responsables de secteurs utilisent des contrôles réalisés par des équipes dédiées, par ex. (i) lors de processus sensibles nécessitant des contrôles plus rigoureux ou standardisés ou pour éviter les auto-contrôles, et/ou (ii) dans la mesure où le regroupement d'activités de contrôle entraîne une augmentation de la productivité.

ACTIVITÉS DE CONTRÔLE PERMANENTES DU DEUXIÈME NIVEAU

Les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau sont des mesures de la deuxième ligne de défense. Ainsi, la direction opérationnelle assume la responsabilité de l'évaluation et de la gestion des risques ainsi que de la sécurité opérationnelle et utilise notamment à cette fin les standards prescrits ainsi que les procédures, méthodes et contrôles définis. La réalisation des activités de contrôle permanentes du deuxième niveau est assurée par des équipes intervenant indépendamment des équipes opérationnelles.

Au niveau du groupe, les activités de contrôle permanentes sont réalisées par des équipes qui font rapport aux Group SU composant la deuxième ligne de défense pour les trois fonctions suivantes :

- **Finances** : les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau concernent la qualité de la comptabilité, les informations réglementaires ou prudentielles ainsi que les informations financières, les informations prudentielles et les affaires fiscales, à l'exception des risques d'évasion fiscale (FATCA – Foreign Account Tax Compliance Act und CRS – Common Reporting Standard) ;
- **Conformité** : les activités de contrôle permanentes du deuxième niveau concernent les contrôles de conformité et incluent les contrôles juridiques ainsi que ceux en lien avec les risques d'évasion fiscale ;
- **Risque** : les activités de contrôle permanentes de deuxième niveau concernent les risques de crédit et de marché ainsi que les risques structurels tels que le risque d'illiquidité et les risques opérationnels. Les risques opérationnels comprennent notamment les risques dans le cadre du cœur de métier (notamment actes frauduleux) et les risques d'acquisition, de communication, d'actifs ou de personnel ainsi que les risques des processus et systèmes informatiques.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Helmut Höfer

Timo Felix Zapf

Documents FEEU de la Société Générale Effekten GmbH au 31 décembre 2024

Les fichiers reproduisant les comptes annuels et le rapport de gestion (« documents FEEU ») qui ont été établis à des fins de publication et qui portent le nom « Ja.xhtml » (valeur SHA256 : 142d7d94046688ff91f03f2723b836115bdcf6f7129120ed14f9016024b9d421) sont disponibles pour téléchargement pour l'émettrice dans le portail protégé destiné aux clients.

Certification des comptes du commissaire aux comptes indépendant

À l'attention de la Société Générale Effekten GmbH, Francfort-sur-le-Main

Note concernant la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion

Opinions d'audit

Nous avons vérifié les comptes annuels de la Société Générale Effekten GmbH, Francfort-sur-le-Main, composés du bilan au 31 décembre 2024 et du compte de résultat pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ainsi que de l'annexe, y compris la présentation des méthodes d'établissement et d'évaluation du bilan. En outre, nous avons vérifié le rapport de gestion de la Société Générale Effekten GmbH pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Le rapport de gestion contient une référence, non prévue par la loi, à la garantie de la société mère. Conformément aux dispositions légales allemandes, nous n'avons pas vérifié le contenu de cette référence ni des informations auxquelles celle-ci se rapporte.

Compte tenu des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de notre vérification,

- les comptes annuels ci-joints satisfont, sur tous les points essentiels, aux prescriptions du droit commercial allemand en vigueur pour les sociétés de capitaux et donnent une image fidèle de l'actif et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024 ainsi que de ses résultats pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, dans le respect des principes allemands de comptabilité régulière, et
- le rapport de gestion ci-joint donne dans l'ensemble une image exacte de la situation de la Société. Sur tous les points essentiels, ce rapport de gestion est en conformité avec les comptes annuels, satisfait aux dispositions légales allemandes et présente avec exactitude les chances et les risques liés à l'évolution future. Le rapport de gestion contient une référence, non prévue par la loi, à la garantie de la société mère. Notre opinion d'audit ne s'étend pas à cette référence ni aux informations auxquelles celle-ci se rapporte.

Conformément à l'art. 322, al. 3, 1^{ère} phrase du Code de commerce allemand (HGB), nous déclarons que notre vérification n'a mené à aucune objection à la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

Base des opinions d'audit

Nous avons effectué la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion en conformité avec l'art. 317 HGB et le règlement de l'UE concernant les commissaires aux comptes (n°537/2014 ; abrégé ci-après par « Règl. UE CC ») dans le respect des principes de vérification des comptes en bonne et due forme définis par l'Institut allemand des commissaires aux comptes

(IDW). La responsabilité qui nous incombe en vertu de ces dispositions et principes est décrite en détail dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes concernant la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre certification des comptes. Conformément aux dispositions du droit européen ainsi qu'aux prescriptions du droit professionnel et commercial allemand, nous sommes indépendants de la société faisant l'objet de la vérification et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles allemandes en conformité avec ces exigences. En outre, nous déclarons, conformément à l'art. 10, par. 2, point f), Règl. UE CC que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits par l'art. 5, par. 1, Règl. UE CC. Nous sommes d'avis que les justificatifs que nous avons obtenus dans le cadre de la vérification sont suffisants et appropriés pour servir de base à nos opinions d'audit concernant les comptes annuels et le rapport de gestion.

Éléments clés de l'audit pour la vérification des comptes annuels

Nous avons déterminé qu'il n'existe aucun élément clé de l'audit à communiquer dans notre certification des comptes.

Responsabilité de la Direction et du comité d'audit concernant les comptes annuels et le rapport de gestion

Il incombe à la Direction d'établir des comptes annuels qui soient conformes, sur tous les points essentiels, aux prescriptions du droit commercial allemand en vigueur pour les sociétés de capitaux, ainsi que de veiller à ce que les comptes annuels donnent une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société, dans le respect des principes allemands de comptabilité régulière. En outre, la Direction est responsable des contrôles internes qu'elle a déterminés, en conformité avec les principes allemands de comptabilité régulière, comme étant nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant aucune fausse déclaration majeure pour cause d'infractions (à savoir manipulations de comptabilité et atteintes aux intérêts pécuniaires) ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction de juger de la capacité de la Société à poursuivre son activité. Par ailleurs, il lui incombe d'indiquer les faits en rapport avec la poursuite de l'activité de la Société, dès lors qu'ils s'avèrent pertinents. En outre, il lui incombe d'établir un bilan sur la base du principe comptable de la poursuite de l'activité de la Société, dans la mesure où des circonstances réelles ou juridiques ne s'y opposent pas.

En outre, il incombe à la Direction d'établir un rapport de gestion qui donne dans l'ensemble une image exacte de la situation de la Société et soit en conformité avec les comptes annuels sur tous les points essentiels, qui satisfasse aux dispositions légales allemandes et qui présente avec exactitude les chances et les risques liés à l'évolution future. De plus, la Direction est responsable des dispositions et des mesures (systèmes) qu'elle a jugées nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales allemandes applicables et pour pouvoir fournir des justificatifs suffisants et appropriés étayant les déclarations contenues dans le rapport de gestion.

Le comité d'audit est responsable de la surveillance du processus comptable pour la Société en vue de l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion.

Responsabilité du commissaire aux comptes concernant la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion

Notre objectif consiste, d'une part, à obtenir une certitude suffisante nous assurant que les comptes annuels dans leur ensemble ne comportent pas de fausses déclarations majeures pour

cause d'infractions et d'erreurs et que le rapport de gestion donne dans l'ensemble une image exacte de la situation de la Société, qu'il est en conformité, sur tous les points essentiels, avec les comptes annuels ainsi qu'avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de la vérification, qu'il satisfait aux dispositions légales allemandes et qu'il présente avec exactitude les chances et les risques liés à l'évolution future, et d'autre part, à attribuer une certification des comptes qui inclue nos opinions d'audit sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion.

Une certitude suffisante est un niveau de certitude élevé, mais pas une garantie qu'une vérification effectuée en conformité avec l'art. 317 HGB et le Règl. UE CC, dans le respect des principes allemands de vérification des comptes en bonne et due forme définis par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (IDW), détecte systématiquement une fausse déclaration majeure. De fausses déclarations peuvent résulter d'infractions ou d'erreurs et sont considérées comme majeures s'il est raisonnablement possible de s'attendre à ce qu'elles influencent, individuellement ou globalement, les décisions économiques prises par les destinataires sur la base de ces comptes annuels et de ce rapport de gestion.

Au cours de la vérification, nous exerçons notre pouvoir d'appréciation et nous conservons une position critique. En outre,

- nous identifions et nous évaluons les risques de fausses déclarations majeures dans les comptes annuels et le rapport de gestion pour cause d'infractions ou d'erreurs, nous prévoyons et nous effectuons des opérations de vérification en réaction à ces risques et nous obtenons, dans le cadre de la vérification, des justificatifs suffisants et appropriés pour servir de base à nos opinions d'audit. Le risque qu'une fausse déclaration majeure ne soit pas décelée est plus important en cas d'infraction qu'en cas d'erreur, car les infractions peuvent inclure des collusions, des falsifications, des indications volontairement incomplètes, des déclarations mensongères ou l'annulation de contrôles internes ;
- nous acquérons une compréhension des contrôles internes pertinents pour la vérification des comptes annuels et des dispositions et mesures pertinentes pour la vérification du rapport de gestion afin de prévoir des opérations de vérification qui soient appropriées dans les circonstances données, sans avoir néanmoins pour but d'émettre une opinion d'audit relative à l'efficacité des contrôles internes ou de ces dispositions et mesures de la Société ;
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées par la Direction et l'acceptabilité des valeurs estimées par la Direction ainsi que des indications y afférentes ;
- nous tirons des conclusions sur le caractère approprié du principe comptable appliqué par la Direction quant à la poursuite de l'activité de la Société et, sur la base des justificatifs obtenus dans le cadre de la vérification, nous en déduisons si une incertitude majeure ressort d'événements ou de circonstances pouvant faire sérieusement douter de la capacité de la Société à poursuivre son activité. Si nous arrivons à la conclusion qu'une telle incertitude majeure existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans la certification des comptes, sur les indications correspondantes dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion ou, si ces indications ne sont pas appropriées, de modifier notre opinion d'audit en conséquence. Nous tirons nos conclusions sur la base des justificatifs obtenus dans le cadre de la vérification jusqu'à la date de notre certification des comptes. Des circonstances ou événements futurs peuvent toutefois conduire à ce que la Société ne puisse plus poursuivre son activité ;
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur totalité, y compris les données y afférentes, et nous jugeons si les comptes annuels présentent les opérations et événements rapportés de manière à donner une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société, dans le respect des principes allemands de comptabilité régulière ;
- nous évaluons la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels, sa conformité aux dispositions légales et l'image qu'il donne de la situation de l'entreprise;
- nous effectuons des opérations de vérification concernant les données prospectives exposées par la Direction dans le rapport de gestion. Sur la base de justificatifs suffisants et appropriés obtenus dans le cadre de la vérification, nous apprécions les hypothèses significatives à la base des données

prospectives émises par la Direction et nous évaluons si ces données prospectives ont été correctement déduites de ces hypothèses. Nous n'émettons pas d'opinion d'audit séparée sur les données prospectives ni sur les hypothèses sur lesquelles elles s'appuient. Un risque important et inévitable existe que des événements futurs s'écartent considérablement des données prospectives.

Nous discutons avec les responsables de la surveillance notamment de l'étendue prévue et du calendrier de la vérification ainsi que des constatations significatives de la vérification, y compris des éventuels défauts importants des contrôles internes que nous avons constatés au cours de notre vérification.

Nous adressons aux responsables de la surveillance une déclaration stipulant que nous avons respecté les règles d'indépendance applicables et nous discutons avec eux de toutes les relations et autres faits susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que, dans la mesure où elles sont pertinentes, de toutes les actions entreprises ou mesures de protection adoptées pour éliminer toute atteinte éventuelle à notre indépendance.

Nous déterminons, parmi les faits dont nous avons discuté avec les responsables de la surveillance, ceux qui étaient les plus importants pour la vérification des comptes annuels dans la période sous revue et qui constituent, par conséquent les éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans la certification des comptes, à moins que des lois ou d'autres prescriptions juridiques n'excluent leur déclaration publique.

Autres exigences légales et juridiques

Note relative à la vérification des reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion établies à des fins de publication au sens de l'art. 317, al. 3a HGB

Conformément à l'art. 317, al. 3a HGB, nous avons effectué une vérification afin de nous assurer avec une certitude suffisante que les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion (ci-après également appelés « documents FEEU ») contenues dans le fichier « Ja.xhtml » mis à notre disposition (valeur SHA256 : 142d7d94046688ff91f03f2723b836115bdcf6f7129120ed14f9016024b9d421) et établies à des fins de publication satisfont sur tous les points essentiels au format d'information électronique (« format FFEU ») prescrit par l'art. 328, al. 1 HGB. Conformément aux prescriptions légales allemandes, cette vérification ne porte que sur le transfert au format FEEU des informations des comptes annuels et du rapport de gestion et ne s'étend donc ni aux informations contenues dans ces reproductions ni à d'autres informations contenues dans le fichier susmentionné.

Selon notre appréciation, les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier susmentionné mis à disposition et établies à des fins de publication répondent sur tous les points essentiels aux exigences de l'art. 328, al. 1 HGB en matière de format d'information électronique. Nous ne fournissons aucune opinion d'audit sur les informations contenues dans ces reproductions ni sur les autres informations contenues dans le fichier susmentionné allant au-delà de la présente opinion d'audit ainsi que de nos opinions d'audit relatives aux comptes annuels joints et au rapport de gestion joint pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2024, figurant dans notre « Note concernant la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion » ci-dessus.

Nous avons effectué notre vérification des reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenus dans le fichier susmentionné mis à disposition en conformité avec l'art. 317, al. 3a HGB, dans le respect de la norme d'audit IDW : Vérification des reproductions de comptes et de rapports de gestion établis électroniquement à des fins de publication selon l'art. 317, al. 3a HGB (IDW PS 410 (06.2022)). Notre responsabilité à ce titre est décrite plus en détails ci-

dessous. Notre cabinet d'audit a appliqué les exigences imposées au système d'assurance qualité de la norme d'assurance qualité de l'IDW (IDW QMS 1 (09.2022)).

La Direction de la Société est responsable de l'établissement des documents FEEU contenant les reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'art. 328, al. 1, 1ère phrase, ch. 1 HGB.

Par ailleurs, la Direction de la Société est responsable des contrôles internes qu'elle juge nécessaire pour permettre d'établir des documents FEEU exempts d'infractions, volontaires ou involontaires, aux règles de l'art. 328, al. 1 HGB concernant le format d'information électronique.

Le comité d'audit est responsable du contrôle du processus d'établissement des documents FEEU dans le cadre du processus de présentation des comptes.

Notre objectif est de nous assurer avec une sécurité suffisante que les documents FEEU sont exempts d'infractions majeures, volontaires ou involontaires, aux exigences de l'art. 328, al. 1 HGB. Pendant la vérification, nous exerçons un pouvoir d'appréciation consciencieux et nous conservons une attitude de base critique. Par ailleurs,

- nous identifions et nous évaluons les risques d'infractions majeures, volontaires ou involontaires, aux exigences de l'art. 328, al. 1 HGB, nous planifions et nous réalisons des actes de vérification pour réagir à ces risques et nous nous procurons des justificatifs suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion d'audit ;
- nous obtenons une compréhension des contrôles internes pertinents pour la vérification des documents FEEU afin de planifier des opérations de vérification appropriées dans les circonstances données, mais n'ayant pas pour but de donner une opinion d'audit sur l'efficacité de ces contrôles ;
- nous évaluons la validité technique des documents FEEU, c'est-à-dire la question de savoir si le fichier contenant les documents FEEU répond aux exigences en matière de spécification technique pour ce fichier prévues par le règlement délégué (UE) 2019/815 dans sa version en vigueur à la date de clôture ;
- nous évaluons si les documents FEEU permettent une reproduction XHTML à l'identique des comptes annuels vérifiés et du rapport de gestion vérifié.

Autres indications conformément à l'art. 10 Règl. UE CC

Nous avons été élus comme commissaires aux comptes par l'Assemblée des associés du 20 novembre 2024 et mandatés à ce titre par la Direction le 21 janvier 2025. En notre qualité de commissaires aux comptes, nous vérifions les comptes de la Société Générale Effekten GmbH sans interruption depuis l'exercice 2024.

Nous déclarons que les opinions d'audit formulées dans la présente certification des comptes sont en conformité avec le rapport supplémentaire adressé au comité d'audit conformément à l'art. 11 Règl. UE CC (rapport de vérification).

Autres faits — utilisation de l'opinion d'audit

Notre opinion d'audit doit toujours être lue en liaison avec les comptes annuels vérifiés et avec le rapport de gestion vérifié ainsi que les documents FEEU vérifiés. Les comptes annuels et le rapport de gestion transmis au format FEEU, y compris les versions à inscrire au registre des entreprises, ne sont que des reproductions électroniques des comptes annuels vérifiés et du rapport de gestion vérifié et ne les remplacent pas. En particulier, l'opinion FEEU et notre opinion

d'audit qu'elle contient ne peuvent être utilisées qu'en liaison avec les documents FEEU vérifiés mis à disposition sous forme électronique.

Commissaire aux comptes responsable

La commissaire aux comptes responsable de la vérification est Alina Sorokina.

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2025

KPMG AG
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

[SCEAU:
KPMG AG
WIRTSCHAFTSPRÜFUNGS-
GESELLSCHAFT
BERLIN]

[signatures]

Alina Sorokina
30.04.2025
Sorokina
Wirtschaftsprüferin
[Commissaire aux
comptes]

[signatures]

Constantin Dirk Schück
30.04.2025
Schück
Wirtschaftsprüfer
[Commissaire aux
comptes]